

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné, passé à la reconnaissance de caractère et relu ce texte en janvier 2012. Nous l'avons également féminisé.

Il s'agit d'un dossier sur les luttes ouvrières en Irlande dans les années 1910, dossier tiré de la revue française « Classes Dangereuses » N°2/3, automne-hiver 1983.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés ou traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

IRLANDE 1913

Dans une lettre à Marx de 1856, Engels qui visitait l'Irlande, a qualifié ce pays de « première colonie anglaise ». La formule connut un certain succès et fut souvent reprise ; elle était et reste pourtant insuffisante à décrire la réalité irlandaise. Qu'y a-t-il de comparable entre l'Irlande, l'Inde ou la Birmanie ? Presque rien sinon un commun dominateur. À la différence des pays coloniaux, l'île verte a participé de tous les processus de développement économiques, sociaux, politiques et culturels de l'Europe occidentale. L'accumulation primitive, l'artisanat précapitaliste et les balbutiements d'une révolution industrielle ont aussi germé sur le sol irlandais, mais surtout une bourgeoisie autochtone y a vu le jour. La révolution jacobine, le printemps des peuples de 1848 ont eu un écho dans l'île. La triste originalité irlandaise consiste en ce que les Britanniques ont, à plusieurs reprises, cassé mais non annihilé, le développement capitaliste et bourgeois. La grande famine de 1845-50 est presque parvenue à vider le pays de sa substance et de son dynamisme. De plus de 8 millions d'habitants en 1841, l'Irlande, saignée par l'émigration, est réduite à une population de 4,5 millions d'habitants à la veille de la première guerre.

Marx, très impressionné par cette hémorragie, écrivit dans le Capital que l'Irlande « n'est plus qu'un district agricole de l'Angleterre »¹ et que si cette évolution continue : « les gros terriens ne manqueront pas de découvrir qu'avec trois millions et demi d'habitants l'Irlande reste toujours misérable, et misérable parce que surchargée d'Irlandais. Il faudra donc qu'elle accomplisse sa vraie destination, qui est de former un immense pacage, un herbage assez vaste pour assouvir la faim dévorante des vampires anglais »². Cette prédiction ne s'est pas réalisée, les Irlandais n'ont pas été remplacés par des moutons. Vers 1880, la question agraire était en voie d'être résolue en Irlande, par l'accession à la propriété d'une classe de petits fermiers indépendants, marginalisant du même coup les grands propriétaires absents et le prolétariat agricole. C'est sur cette nouvelle classe que la bourgeoisie locale s'appuya pour réclamer le Home Rule (l'autonomie), voire l'indépendance nationale. Les deux dernières décennies du XIX^e siècle virent aussi s'achever un curieux processus économique, la naissance d'une économie-malgré-tout-nationale. La crise du milieu du siècle avait eu comme conséquence de marginaliser/éliminer tous les secteurs d'industrie rurale (tisserands à domicile, forgerons, cloutiers, etc.), laissant place nette aux produits industriels britanniques et, dans certains cas, irlandais. De petites industries locales naquirent, occupant les créneaux laissés libres par la Grande-Bretagne : bâtiment, chantiers navals, toile de lin. Cependant, l'étroitesse du marché intérieur et l'impossibilité de recourir à des mesures protectionnistes limitaient les chances d'une industrie nationale. Par contre, les capitalistes irlandais ont tiré parti de leur position de dominés en créant une industrie agro-alimentaire tournée vers l'exportation (produits laitiers et viande, bière et whiskeys), profitant du vaste marché offert par l'Empire britannique. Pour résumer, alors que l'industrie traditionnelle s'effondrait rapidement, de nouvelles formes se mettaient en place, mais trop limitées et trop lentement pour combler les vides creusés par la grande famine et les effets de la domination anglaise.

C'est dans ce cadre que se sont formés la classe et le mouvement ouvrier irlandais. Une classe ouvrière numériquement faible et aux contours mal définis. Vers 1900, à l'inverse des travailleurs/euses britanniques, 75 % des salariés irlandais touchaient moins d'une livre sterling par semaine, salaire généralement versé aux travailleurs/euses sans qualification. À la faiblesse du revenu s'ajoutait la précarité de l'emploi et

l'instabilité de la main-d'oeuvre non qualifiée. Une « armée de réserve » s'était ainsi peu à peu constituée. D'origine rurale, elle ne pouvait pourtant pas être considérée comme un prolétariat agricole, car elle avait fui la campagne et n'y retournait que lorsque la demande de travail assurait un bon salaire. De plus, ces ruraux/ales récemment installés dans les villes n'avaient pas de revendications sur la terre, contrairement aux tenancierEs et aux fermierEs : ils/elles étaient candidats à un emploi urbain ou à l'émigration. Ces bras sans travail faisaient pression sur les salaires des autres corporations. Leurs rapports avec le monde des ouvrierEs qualifiéEs était souvent conflictuel, ces dernierEs, souvent organiséEs sur le modèle syndical anglais du « closed shop » (fermeture du métier et contrôle syndical sur l'embauche), étaient plus soucieux/ses de défendre leurs privilèges que d'organiser ceux qu'ils appelaient « leurs frères en syndicalisme ».

Les cas de grève opposant des ouvrierEs entre eux, sur des questions de défense de privilèges, représentaient un tiers du total des grèves enregistrées par le sous-secrétariat du travail entre 1880 et 1906. À cette rivalité économique se superposait un conflit politique. La masse des ouvrierEs sans qualification était catholique et nationaliste, elle soutenait ouvertement les députés nationalistes. Les syndicats d'ouvrierEs qualifiéEs affichaient, eux, une neutralité politique, pour ne pas s'aliéner les ouvrierEs protestantEs du Nord-Irlande. Le projet politique dont était porteuse la Confédération des syndicats irlandais, former un Labour Party sur le modèle anglais, exigeait que l'on écartât la question nationale, source de division entre les travailleurs/euses, mais à nier les réalités, leurs espoirs étaient voués à l'échec. En Irlande, le concept d'unité de la classe ouvrière, généralement admis par les historienNEs comme allant de soi, servait à masquer les contradictions économiques et politiques « au sein du peuple ». C'est pourquoi il est justifié d'étudier, comme mouvement autonome, la masse des ouvriers non qualifiés.

1. et 2. Livre I, septième section, chap. XXV, p. 517, p. 525, Paris Garnier Flammarion.

Les ouvrierEs non qualifiéEs à Dublin avant la première Guerre Mondiale

La majorité des travailleurs/euses irlandaisES de la fin du XIX^e siècle formait une masse sans statut, sans considération sociale et aux contours imprécis. Combien étaient ils/elles ? Personne ne se risque à donner une réponse définitive. Ils/elles étaient manoeuvres quand ils/elles travaillaient à la ville, ouvrierEs agricoles à la campagne, indigents dans les workhouses. Leur caractéristique fondamentale était la mobilité, impliquée par la recherche d'un emploi ou des secours. Pour le législateur britannique, le/la manoeuvre était un homme ou une femme de la campagne, unE paysanNE sans terre à qui il fallait donner un toit et quelques arpents pour l'entretenir entre deux saisons. En 1893 une commission royale sur le travail enquêta dans les quatre provinces d'Irlande sur l'état des ouvrierEs agricoles¹. En Ulster un manufacturier décrivit à l'enquêteur la situation dans sa région : « les petits fermiers seront bientôt les seuls cultivateurs du sol, puisque avec leurs familles ils suffisent à faire tout le travail. Je ne pense pas que les cottages d'ouvrierEs et le bout de terrain apportent une solution au problème. Ce que l'ouvrierE doit avoir pour vivre c'est de l'emploi et un salaire. Si les fermierEs ne peuvent le lui fournir, il est inutile de construire des maisons avec un acre ou deux de terrain pour des familles qui y crèvent de faim. » Les lois votées dans les années qui suivirent la fin de la « guerre agraire »² de 1879-81 améliorèrent certainement les conditions d'habitation des ouvrierEs agricoles, mais l'industriel a raison, même s'il raisonnait en contribuable, à quoi sert cette assistance s'il y a de moins en moins du travail, pourquoi les fixer à la campagne ! Mais l'exode rural n'était pas une chose facile en Irlande, le travail manquait aussi dans les villes, sauf dans le nord-est de l'Irlande où la proximité d'industries relativement prospères contribuait à élever le salaire des ouvrierEs agricoles, et à absorber une partie du surplus de la main-d'oeuvre rurale. Dans les autres régions, plus déprimées, de telles opportunités n'existaient pas, pourtant le mouvement d'attraction vers les villes s'accroissait, nourri autant par l'espoir d'un emploi que par le rejet de la vie rurale³. À Kermare dans le Kerry, comme dans tout l'Ouest irlandais, les manoeuvres

urbains n'étaient pas seulement d'ancienNEs ouvrierEs agricoles, mais aussi des fils et filles de fermierEs pauvres, momentanément chassés par la misère. À l'époque des moissons tous amorçaient un retour à la campagne dans l'espoir que la brusque demande saisonnière de main-d'œuvre se traduise par des salaires supérieurs à ceux distribués le reste de l'année. Ce travail occasionnel n'était pas toujours garanti, à Kanturk (Comté de York), les moissonneurs voulurent tirer parti de leur position de force et se mirent en grève pour une augmentation de salaire. Les années suivantes les fermiers répondirent par la mécanisation ou la mise en pâturage de leurs champs. Avec les réformes agraires successives et l'augmentation de la petite propriété paysanne, le travail des champs devint de plus en plus précaire. À Naas, près de Dublin, la durée moyenne du travail était de 160 jours par an, payés à 2 Shillings, le reste de l'année les manoeuvres chômaient ou vivaient de secours. Les autres sources d'emploi, collecte de la tourbe ou carrières de granit ne proposaient du travail qu'irrégulièrement. Le secrétaire du syndicat local, la Ligue du Travail, constatait que : « Dans un rayon de trois miles autour de Naas, il y a 300 manoeuvres, une centaine d'entre eux sont des réservistes de l'armée qui n'ont pas d'emplois et qui portent atteinte aux intérêts des autres. Je suggère pour le bien de tous qu'ils soient remis en service actif »⁴. Une autre preuve du déclin du travail salarié à la campagne fut l'incapacité du syndicalisme à s'implanter parmi les ouvrierEs agricoles. Aux lendemains de la « guerre agraire », déçu par la politique de Parnell⁵, Davitt⁶ continua à combattre la misère dans les campagnes irlandaises en organisant dans le Sud la « Irish Démocratic Labour Federation ». Il se heurta à l'opposition des fermiers-propriétaires et aux difficultés de syndicaliser une main-d'œuvre mobile et peu concentrée. Son projet de fédération irlandaise du travail échoua en moins de deux ans. Dans le nord du pays, vers 1893-94, le syndicalisme agraire, aux dires des enquêteurs, était pratiquement inconnu ainsi que les grèves. Dans l'ouest, les organisations avaient cessé d'exister depuis dix ans. On trouvait quelques traces de syndicalisme dans les Midlands, à Naas et Mountrath. À Wexford l'ancien secrétaire de la Ligne du Travail John Breen, depuis la disparition de son organisation en 1893, avait émigré à la ville où il travaillait comme gardien au réservoir municipal. Un emploi modeste qu'il avait peut-être obtenu par protection. Industriels, fermiers et syndicalistes, tous étaient d'accord sur un point : trop de bras et pas assez de travail à la campagne. La concurrence finissait toujours, par peser sur le milieu urbain, soulevant les protestations des ouvrierEs des villes. Dans les conclusions de l'enquête sur les travailleurs/euses agricoles on souligne ce point : « Dans les villes les ouvrierEs sont confrontés à celles et ceux que la saison laisse oisifs et sans travail. Ils/elles se plaignent (les ouvrierEs des villes) de, ne plus trouver à s'employer, ce qui est vrai, jusqu'à un certain point. Des témoins dignes de foi rétorquent habituellement à ces plaintes que les travailleurs/euses des villes sont, pour la plupart, paresseux/ses et inefficaces. Ils préfèrent les travaux occasionnels, bien rémunérés, comme il en existe parfois en période de presse, aux emplois réguliers, modestement payés, tels que peuvent en offrir les fermierEs dans les circonstances présentes. » Pour les « témoins dignes de foi », probablement des notabilités locales et de> utilisateurs de main-d'œuvre, la constance du sous-emploi s'expliquait par les habitudes de paresse acquise par les ouvrierEs urbains qui refusaient de se soumettre à la loi d'airain du classicisme : le plein emploi au taux de salaire dicté par les conditions du marché. C'était oublier que dans une économie déprimée et agricole, l'irrégularité de l'offre de travail poussait les ouvrierEs à exploiter au maximum les « rentes de situation » temporaires offertes par des travaux bien rémunérés.

Refus du travail ?

Une autre idée se dégage du texte : l'effet pervers et démoralisateur de la ville sur les ruraux/ales et sur la discipline de travail. Un autre enquêteur, W.P. O'Brien, opérant dans la moitié sud de l'Irlande, faisait de cette tendance un trait caractéristique du milieu urbain, incarné par une fraction des pauvres : « la population travailleuse concentrée dans les villes comprend un élément spécial qu'on ne rencontre pas dans les districts ruraux : les « feignants », les oisifs, aux habitudes de vie irrégulières et paresseuses. Ils n'acceptent aucun emploi régulier. Ils dépendent pour leur subsistance de travaux occasionnels augmentés des revenus que leurs femmes arrivent à se procurer d'une manière ou d'une autre. Pour cette classe particulière, rien ne peut être dit ou fait. On peut seulement les laisser tels qu'ils ont choisi de vivre, d'expédients »⁷. C'était un poncif habituel aux observateurs de la vie sociale à l'époque victorienne et edwardienne que de dénoncer la marginalité

comme le résultat de la fainéantise. L'opinion morale considérait l'indigence, à la ville, comme un choix de vie délibéré, puisque les pauvres continuaient à vivre ainsi. Pour eux, la misère n'était le fruit de mauvaises conditions économiques qu'à la campagne, à la ville le facteur déterminant était la déchéance morale qui conduisait au péché capital de refus du travail. Refus ou absence de travail ? La frontière ne se dessine pas aisément car les témoignages viennent toujours du côté de l'accusation. Les administrateurs de la loi des pauvres⁸, responsables des deniers publics, avaient tendance à voir dans chaque secouru un fraudeur potentiel. Si l'on regarde le nombre des ayants droit de l'assistance, les adultes en âge de travailler ne dépassaient pas 15 % du total. M.J.W. Boyle cite un tableau détaillé⁹ des bénéficiaires de la loi des pauvres en 1905, soit environ cent mille personnes. La plupart étaient des malades, des retraités et des enfants abandonnés. Les adultes aptes au travail, « able-bodied » se décomptaient comme suit :

	Dans les worhhouses		à domicile
Filles-mères :	2 129	Hommes secourus pour maladie ou accident :	1 717
Pauvres aptes au travail (vagabonds) :	4 667	Femmes " " " " :	1 095
		Veuves aptes au travail Avec au moins 2 enfants :	2 790
Total :	6 796	Total :	5 602

12.398 adultes capables de travailler sur 100.000 assistés, la proportion était moins élevée que ne le laissaient supposer les cris des contribuables. Un peu plus de 4 500 vagabonds enfermés dans les workhouses, ce chiffre devait être inférieur à la réalité car beaucoup fuyaient l'enfermement ou recevaient des secours d'oeuvres charitables privées.

Alcoolisme

William Tawmley, membre d'une société philanthropique, rapporta dans une conférence les propos d'une clocharde de Dublin à qui il avait demandé ce qu'elle faisait de son temps : « Je passe mon temps à marcher dans les rues du matin au soir. (...) Occasionnellement je séjourne à la maison des pauvres. De temps en temps, je fais une visite à Kilmainham (la prison) où je reste une semaine ou deux avec des amis de rencontre, je dors quelquefois à l'asile de nuit, bien que le sol soit dur, c'est confortable, ce serait infiniment mieux si l'on distribuait la soupe à huit heures au lieu d'un sermon dans les dortoirs. »¹⁰ L'obsession de l'indigence et de la marginalité a donné naissance à l'image sociale et culturelle du pauvre Irlandais. Les pièces de O'Casey, les romans d'O'Flaherty et l'oeuvre de Joyce évoquent les enfants sales et déguenillés courant dans les rues, les mandiants et les prostitués. Ils forment le fond social des oeuvres littéraires. Dans *Ulysse* par exemple, Joyce décrit un pauvre hère payé trois Shillings pour faire l'homme-sandwich dans le centre de la capitale¹¹. À cette image du pauvre, moralement déchu, s'attache celle de l'alcoolique, du poivrot. M.E. Larkin cite un rapport de Police¹² qui fait le bilan de la surveillance pendant deux semaines de vingt-deux pubs du quartier ouvrier de Dublin. Les policiers y ont vu entrer 46 574 femmes et 27 999 enfants dont 5 807 n'étaient que des nourrissons dans les bras de leur mère. Ce qui donne une fréquentation d'environ 450 personnes par jour et par débit de boisson. Il faut signaler qu'à Dublin, dans les quartiers pauvres, les pubs vendaient des produits alimentaires. D'autres renseignements statistiques, toujours d'origine policière¹³, forment un aperçu de l'étendue de l'alcoolisme dans la capitale. Environ 60% des interpellations avaient pour cause les excès de boisson. Soit, selon les années, de 7 000 à 14.000 personnes, parmi lesquelles 2 à 5 000 étaient en outre accusées de résistance et bagarre. La R.I.C. « Royal Irish Constabulary » n'avait pas une

réputation de tendresse à l'égard de la population travailleuse de la capitale. Surnommés « Peelers » à cause de leur création par Sir Robert Peel, ou « Giants » pour leur grande taille, ils représentaient pour les Dublinois le symbole de l'oppression britannique. On peut dire sans crainte que la plupart des interpellés pour ivresse appartenaient aux classes populaires puisque dans son rapport annuel, la police métropolitaine précisait n'avoir à faire qu'à très peu de personnes de bonne éducation. Si l'on fixe à 200 000 la population travailleuse de Dublin, c'était un ouvrier sur trois ou sur sept qui, annuellement, avait affaire à la police pour ivresse. La réputation de Dublin comme ville mal famée était telle que l'artère principale, O'Connell Street, était partagée en deux, le trottoir du côté de la poste principale réservé aux soldats et aux prostituées et l'autre, celui des hôtels et des boutiques luxueuses, lieu de flatterie des gens respectables.

Chômage

Le chômage à Dublin était endémique et s'aggravait en hiver de décembre à mars, dans une ville où le secteur de la construction employait beaucoup d'ouvriers. Pour y remédier, un comité de détresse formé en 1905 distribua du travail à environ 10 000 personnes. J.P. Nannetti, ancien imprimeur, conseiller municipal et député nationaliste, chargé de répartir le travail, a décrit devant une commission royale ceux qui cherchaient un emploi : « 10.000 hommes de toutes les classes, ont été inscrits sur les registres du comité de détresse, ce sont surtout des ouvriers du bâtiment et des manoeuvres, des employés et des personnes sans occupation fixe. Beaucoup d'artisans respectables, par la force des circonstances ou l'épuisement des secours de leurs syndicats, ont dû s'inscrire pour avoir du travail »¹⁴. Peu de demandes furent satisfaites. Les chômeurs travaillèrent à tour de rôle « par fournées » pendant une semaine maximum au taux de 4 pence par heure, soit une paye hebdomadaire d'environ une livre. Les travaux consistaient à réparer les routes, nettoyer la Liffey de la boue qui l'encombrait ou, pour les femmes, des travaux de couture. Le curage du fleuve se révéla être un véritable gâchis d'argent et d'énergie. La municipalité ne fit nettoyer que la partie du cours d'eau sous sa responsabilité et ne s'occupa pas de l'embouchure qui relevait de la direction du port. Le résultat ne se fit pas attendre, quelques marées, et la vase se réinstalla d'où on l'avait chassée ! Nannetti constatait avec peine que les chômeurs n'étaient pas seulement des ouvriers non qualifiés mais aussi des employés : « des hommes dont les mains étaient telles que je ne pouvais y mettre le manche d'une brosse sans leur causer une grande torture physique »¹⁵. La commission s'étonna que des cols blancs en fussent réduits à de telles extrémités. Les employés formaient un groupe de presque 9.000 personnes en 1901 à Dublin, soit autant que les ouvriers qualifiés du bâtiment, leur importance avait cru de 66% en vingt ans, ce qui ne correspondait pas à des progrès du système commercial. Les cols blancs étaient en surnombre, encore une profession refuge qui donc connaissait des crises périodiques d'emploi.

Obstacles au socialisme

Les conditions de travail et de salaire des ouvriers non qualifiés rendaient très difficile la formation d'organisations syndicales. Comment organiser des travailleurs qui restaient plusieurs mois de l'année au chômage, changeaient souvent de métier et de ville, et dont le maigre salaire ne permettait pas le paiement régulier d'une cotisation syndicale. Miss Galway, une ouvrière du textile de Belfast, fonda en 1893 la « Textile Operative Society of Ireland » qui comprenait 325 adhérentes. L'année suivante elle demanda le soutien de tous les syndicalistes irlandais au premier congrès national à Dublin¹⁶. Sept ans après, elle s'adressa encore aux congressistes, sans cacher son amertume : « La Bourse du travail de Belfast n'a fait aucun effort sérieux pour organiser les femmes de cette ville. Après huit ans de travail, j'ai le regret de dire que sur les 60.000 travailleuses de Belfast, seulement 1.200 appartiennent à notre organisation. Si la Bourse de Belfast était vraiment sérieuse, elle ferait bien de regarder chez elle et d'organiser ses soeurs et ses filles. Question salaire, les femmes de Belfast ont subi des réductions depuis 11 ans et cela continue. (...) Avec cet argent, elles doivent payer des loyers élevés et avoir une apparence décente. Si les femmes étaient organisées, leurs salaires augmenteraient bientôt et elles vivraient mieux »¹⁷.

Un ouvrier qualifié de Belfast lui répondit qu'ils avaient déjà dépensé beaucoup d'argent pour organiser les travailleuses mais qu'ils avaient rencontré des obstacles insurmontables. Le syndicat de Miss Galway comptait 2.195 adhérentes en 1906, les ouvrières catholiques se méfiaient de cette organisation surtout protestante, ce qui expliquait une partie de sa faiblesse. M.J.W. Boyle¹⁸ a écrit que le nombre des syndiqués dans les organisations irlandaises de manœuvres ne dépassa pas 4.000 entre 1889 et 1906. Les syndicats locaux, différents des grandes sociétés britanniques qui couvraient tout le Royaume-Uni, avaient peu de membres, une existence précaire, et ne couvraient pas tous les secteurs du travail non qualifié. Les mieux organisés se trouvaient parmi les manœuvres du bâtiment des grandes villes, mais les effectifs étaient maigres : 120 syndiqués à Cork en 1899, 24 à Sligo la même année, entre 200 et 450 à Dublin suivant les périodes. Les ouvriers des ports rejoignaient de petites organisations, professionnellement très fermées, défendant de maigres privilèges, comme les porteurs de charbon ou les porteurs de céréales à Dublin. Les premiers avaient 62 adhérents en 1894, les seconds 400 en 1895. Les plus grands syndicats de manœuvres dépassaient rarement le millier de membres et seulement pour quelques années. Les plus grands efforts de syndicalisation de la main-d'oeuvre non qualifiée en Irlande datent des années 1890, laissant entrevoir, malgré son échec, ce que sera le syndicalisme de masse des années 1907-1914. En Grande-Bretagne, le mouvement ouvrier connut un nouvel essor en 1889 et 1890 avec les grandes grèves des gaziers et des dockers de Londres¹⁹ qui aboutirent à la formation des grands syndicats de manœuvres. Pour la première fois les non qualifiés gagnaient, s'organisaient en masse et occupaient le devant de la scène sociale. En Irlande ce mouvement eut quelques échos de 1890 à 1893 mais les gains et les réussites furent éphémères, malgré l'ampleur du mouvement. Les ouvriers, des usines à gaz de Belfast et de Dublin, comme ceux de Londres, obtinrent les « trois-huit ». Dans le port de Cork un mouvement continu toucha les travailleurs d'avril à novembre. Ce furent d'abord les dockers qui cessèrent le travail pendant sept jours, imités par les poseurs de rails²⁰. Ces derniers reçurent une augmentation, mais les dockers furent renvoyés et remplacés par des jaunes venant d'autres ports. En réaction, diverses grèves de soutien se déclenchèrent. Les porteurs de la ligne de chemin de fer Cork-Bandon, puis quelques charretiers et enfin 1.000 employés de la « Southern and Western Railways », refusèrent par solidarité de traiter toutes les marchandises en provenance des lieux de grève. Vers le début du mois de mai, environ 2.000 ouvriers non qualifiés avaient cessé le travail. La réaction patronale fut vive, un des directeurs de chemin de fer déclara : « que chacun s'occupe de ses affaires »²¹. Il n'était pas question pour eux de tolérer des mouvements de solidarité.

Grèves pour le syndicat

Vers la mi-mai, les cheminots reprirent le travail en s'engageant à ne plus faire de grève de ce type. Les dockers et les charretiers furent en partie licenciés, et remplacés par des non syndiqués. En octobre et novembre 1890 eurent lieu les dernières escarmouches, les dockers cessèrent à nouveau le travail pour contraindre les employeurs à embaucher les syndiqués au chômage à la place des inorganisés, en vain. Ils furent suivis par les marins, la réaction fut encore plus violente, les grévistes se virent menacés d'un mois de prison pour rupture de contrat. À Dublin, le port connut aussi des arrêts de travail, entre mai et septembre. La grève commença par les transporteurs de charbon qui refusaient de travailler avec des non syndiqués. En août, ce fut le tour des porteurs de grains et des marins. Le total des grévistes dépassa 3 000, la plupart furent licenciés et remplacés par des non syndiqués. Les autres ports touchés par le mouvement furent : Waterford, Galway, Arklow, Drogheda et Limerick. Que ce soit les marins ou les dockers, les revendications tournaient toujours autour des deux mêmes points : la reconnaissance du syndicat et les augmentations de salaires, dans certains cas (dockers à Limerick, marins à Waterford et Drogheda), la paye s'améliora, mais la reconnaissance de l'organisation et surtout du « closed shop » échoua presque partout sauf à Drogheda où la National Union of Dock Labourer, put revendiquer une section forte de 449 membres ; ce syndicat dont le siège était à Liverpool, recruta aussi à Dublin, Newry et Wexford 715 nouveaux syndiqués²². Les deux années suivantes le mouvement revendicatif des manœuvres se poursuivit, il gagna les chantiers de construction des chemins de fer à voie étroite dans les comtés de l'Ouest. Cette main-d'oeuvre d'origine rurale et sans tradition syndicale, se mit en grève pour obtenir des salaires plus élevés. Ils furent 300 à

Kilrush dans le comté de Clare, 430 clans le Galway et 400 dans le Mayo à Mallaranny, une des régions les plus déshéritées de l'Irlande. Ils reprirent le travail sans gains substantiels. La main-d'oeuvre portuaire tenta d'arracher quelques concessions à Dublin, Drogheda, Derry et Sligo. Des deux côtés, les mêmes tactiques que l'année précédente furent utilisées mais avec plus d'efficacité chez les employeurs, laissant supposer l'existence d'une concertation, bien qu'il n'y ait pas de preuves. Les porteurs de grains de Dublin soutenus par les autres ouvriers du port cessèrent le travail pendant presque trois mois pour contraindre les patrons à employer plus de contrôleurs de pesée, pour mieux mesurer les quantités déchargées, donc la paye²³. La solidarité des manoeuvres du chemin de fer et des canaux ne fut pas suffisante. Ils cédèrent sans rien obtenir. En novembre 1891, 80 peseurs de grains grévistes furent remplacés par des chômeurs de Derry, en fait des dockers qui avaient été licenciés deux mois plutôt à la suite de l'échec d'une grève.

À Drogheda, les dockers reprirent le travail après seulement un jour de grève devant la menace d'importer des jaunes de Dublin. À Sligo, les non syndiqués prirent la place des ouvriers du port qui réclamaient le contrôle de l'embauche. Le dernier épisode de la lutte des dockers eut lieu à Belfast en 1892. 470 ouvriers essayèrent de tenir tête aux entrepreneurs de déchargement pendant quatre mois. Les patrons refusèrent de négocier, attendirent le pourrissement du conflit, et brisèrent la grève grâce à des arrimeurs qui tenaient des débits de boisson et qui recrutèrent des jaunes en leur faisant de fausses promesses, probablement ponctuées par des rasades de whiskey. De nombreux syndiqués furent licenciés. Après l'échec de cette grève le secrétaire de la section NUDL de Belfast résuma la situation au représentant du Board of Trade²⁴ par une formule mêlant les revendications nationales et locales : « la terre pour le peuple et interdiction aux vendeurs d'alcool d'exercer le métier d'arrimeur »²⁵. L'année suivante la section de Belfast fut affaiblie par des dissensions politiques²⁶. Les raisons de l'échec du mouvement gréviste de 1890-1893 en Irlande, tant sur le plan salarial que syndical, s'explique par la position de force des employeurs qui disposaient d'un grand réservoir de main d'œuvre non qualifiée et d'une meilleure organisation. Les dockers, les marins et les manoeuvres ne réussirent pas à tourner l'obstacle de la concurrence au sein du monde du travail, ni ne construisirent une organisation syndicale d'ampleur nationale. Les tentatives ne manquèrent pourtant pas entre 1890 et 1891 mais un climat politique tendu et diverses rivalités les conduisirent à l'échec. Michael Davitt, au nom de la « Irish Democratic Labour Federation », proposa à la Bourse du travail de Dublin la tenue d'une conférence des représentants ouvriers des grandes villes, en vue de former une fédération irlandaise du travail. La réunion se déroula dans la capitale en juillet 90²⁷. Aucun délégué de Belfast ne participa aux travaux. La question des rapports entre le mouvement ouvrier et le parti parlementaire irlandais soulevait trop d'enjeux pour qu'un accord puisse intervenir. La conférence n'eut pas de suites pratiques et Davitt ne joua plus le rôle de premier plan dans la formation de l'unité ouvrière en Irlande. Le 1^{er} mars 1891 les ouvriers du gaz de Dublin défilèrent pour commémorer le premier anniversaire de l'introduction de la journée de huit heures dans les usines à gaz de la capitale. Au cours de cette manifestation, deux dirigeants du GWGLU (Gaz Worker and General Labourers Union), Adolphe Shields et Michael Canty, convièrent tous les travailleurs/euses irlandaisEs à se réunir à Dublin le 14 mars 1891.

Parnell contre l'autonomie ouvrière

Fait nouveau, l'initiative venait d'une organisation d'ouvrierEs non qualifiéEs qui espérait ainsi gagner une audience nationale, et apparaître comme une force non négligeable, sur laquelle il faudrait désormais compter. Un homme s'aperçut du parti qu'il pourrait tirer d'un tel soutien : Parnell. De retour en Irlande après le scandale O'Shea, il avait entrepris une tournée de réunions publiques dans le pays pour reconquérir son influence. Lui qui jusqu'alors restait très hostile aux revendications ouvrières, nuança ses propos : « L'avenir de l'Irlande et de la nationalité irlandaise est sans aucun doute lié au bien-être et à la prospérité de nos travailleurs/euses », déclara-t-il à Balbrigan le 8 mars 1891, le même jour, à Newry, Parnell reconnut que si le premier devoir des travailleurs/euses est dû à leur mère-patrie, rien n'empêche qu'à l'avenir il puisse se joindre à la masse ouvrière anglaise²⁸. Il manoeuvra si bien qu'il réussit à se faire inviter à la conférence du travail, prévue pour le 14 mars. Devant cette situation, la Bourse du travail de Dublin prit ses distances vis-à-vis des organisateurs : « ... nous pensons que la conférence qui doit être tenue le 14 est inopportune, et que de

telles conférences devraient rester à l'écart de tout parti politique »²⁹. Très vite, le ton monta entre les représentants des ouvriers du gaz et la Bourse du travail. F. Allan (GWGLU) répondit : « les non qualifiés se sont toujours battus sans patronage d'aucune sorte et sont fiers de leurs organisations indépendantes ». La confrontation tourna vite à la rupture, « au milieu d'une phrase le président de la Bourse se leva excédé, m'accusa de faire des distinctions entre travailleurs/euses qualifiéEs et non qualifiéEs, et refusa d'en entendre plus. Comme les différences avaient déjà été largement soulignées par plusieurs orateurs, il est clair que le président avait peur d'entendre une protestation contre les sarcasmes faits à l'égard des organisations de manoeuvres qui étaient présentes »³⁰. Il est rare de voir dans un discours syndical, exprimé avec autant de netteté, les divisions de la classe ouvrière. D'une manière générale, la Bourse du travail refusait de prendre en considération le fossé créé par le mépris quotidien de celles et ceux qui ont un savoir professionnel envers celles et ceux qui n'ont que leurs bras à vendre. Aussi l'organe des qualifiés s'empressa-t-il de faire savoir aux ouvrierEs présentEs à la conférence du 14 mars que : « Notre exécutif assure les manoeuvres que, bien que la Bourse ne prenne pas part à la conférence (...) il les considère comme des frères et sœurs en syndicalisme, avec lesquelLES il désire rester en meilleurs terme. L'exécutif rappelle aux manoeuvres que les affiliations à la Bourse sont ouvertes aux qualifiéEs et aux non qualifiées de tous les métiers, tous/tes sont égaux/ales à nos yeux »³¹. Il était vital pour les artisans de ne pas rompre les liens avec les manoeuvres, cette armée industrielle dont l'existence massive menaçait constamment le prix de leur force de travail et de leur habileté technique. D'autant que la conférence rassembla 88 délégués représentant 60 organisations de manoeuvres, le premier « Irish Labour Parliament », comme l'appela un des participants prit des résolutions défendant les intérêts spécifiques des non qualifiéEs: abolition des contrats pour les travaux publics et emploi direct par les organismes publics, construction de logements à bas loyers, etc.

Michael Canty appela à la formation d'une organisation nationale : « Quant à la nécessité de regrouper les travailleurs/euses qualifiéEs et non qualifiéEs, nous établissons présentement une association générale, qui s'appellera la Ligue Irlandaise du Travail. Cette ligue embrassera tous les syndicats qui approuvent le programme élaboré par la conférence, ainsi que tous/tes les manoeuvres, de la campagne et de la ville... »³². La nouveauté de cette organisation, ouverte aux syndicats comme aux individus isolés, était qu'elle réclamait une cotisation très faible et quelle envisageait son action « dans et hors du Parlement ». Comme prévu Parnell s'adressa aux délégués, fit un discours démagogique, et se tailla un succès personnel. Il sortit de la conférence précédé de l'orchestre du syndicat des gaziers ! L'unité de la classe ouvrière fut retrouvée quelques temps après, à l'occasion du « Labour day », le 1^{er} mai 1891. La revendication de la journée de huit heures les réunissait tous/tes, qualifiés et manoeuvres, plus de dix mille bannières déployées dans Dublin. Les questions politiques n'avaient pas pour autant disparu. Un journaliste du *Freeman's Journal* nota l'attitude ambiguë de certaines délégations : « Un curieux assemblage de couleurs était porté à la tête des syndiquéEs de la Société Réunie des EmployéEs des Chemins de Fer, un drapeau britannique sur fond vert »³³. Pour favoriser le développement de l'organisation en Irlande, le GWGLU, syndicat couvrant toutes les îles britanniques, décida de tenir son deuxième congrès à Dublin, le 17 mai 1891. À court terme cela ne pouvait que favoriser la création de nouvelles sections syndicales ; déjà Shields, Canty, Will Thorne et Edward Aveling³⁴ parcouraient le pays, exhortant les travailleurs/euses à s'organiser. À long terme, Eleanor Marx et son mari avaient un projet socialiste, changer les données de la question irlandaise grâce à un puissant mouvement ouvrier. La fille de Marx déclara au congrès des gaziers : « le combat pour la liberté nationale sera sans valeur tant que les travailleurs/euses de ce pays ne pourront user de la liberté nationale »³⁵.

Échec au mouvement

Au congrès ouvrier international de Bruxelles, Eleanor fit preuve d'optimisme et même de triomphalisme en affirmant : « En Irlande (...) pour la première fois nous voyons le commencement d'un mouvement ouvrier tout à fait différent du mouvement nationaliste . Le syndicat compte au moins 25.000 membres en Irlande (sic) tandis du Nord (lue (lu Sud »⁵. Il y a peu de chances que le nombre des syndiqués du GWGLU ait dépassé deux mille. En tout cas, l'activisme des dirigeants de ce syndicat fut incontestable, l'année 1891 ils menèrent

une grande campagne de recrutement ; Eleanor, au mois de novembre alla prêcher la bonne parole syndicale et socialiste aux ouvrières du textile à Belfast, Newry et Bessbrook. Les meetings furent enthousiastes, aux dires du *Belfast Newsletter*, journal unioniste³⁷, mais aucune organisation des ouvrières du textile n'en résulta. 1891 se termina dans la confusion, les grèves, nous l'avons vu, n'apportèrent pas grand chose, les tentatives d'organisation des travailleurs non qualifiés soulevèrent des espoirs, mais ne se traduisirent pas dans la réalité. Le poids des circonstances, politiques et économiques, la sourde opposition des métiers qualifiés firent que les manoeuvres irlandais restèrent encore longtemps inorganisés, sans espoir de qualification, à la merci des caprices du marché du travail. La création du Congrès Irlandais des Trade-unions (TUC) en 1894 ne remédia pas à cette situation pour autant qu'il était surtout l'expression du conformisme des qualifiés, et de leurs différends avec les manoeuvres. Du corporatisme étroit, dont la règle d'or était la défense du métier, naquirent de nombreux conflits.

Claude Robinot

NOTES

1. Royal Commission on Labour, Vol. IV, Ireland, 1894.
2. *La guerre agraire 1879-1881* : (Land War) Pendant deux ans, l'ouest de l'Irlande, la région la plus pauvre de l'île connut une agitation continue à la suite d'une mauvaise récolte. Le mouvement organisé par des politiciens et d'anciens fénians (conspirateurs républicains) s'opposa aux expropriations de tenancierEs et réduisit à l'impuissance certains gros propriétaires (dont le célèbre capitaine Boycott). Le vote au Parlement de lois agraires facilitant l'accès à la propriété des fermierEs et garantissant aux tenancierEs la stabilité de leurs tenures, mirent fin à l'agitation. Ce fut le dernier grand mouvement paysan en Irlande.
3. M. J. Lee cite la réponse d'un ouvrier agricole à un enquêteur en 1894 : « Je n'aime pas travailler la terre, c'est dur et ça ne mène à rien. J'ai vu des hommes qui ont travaillé toute leur vie et qui sont aussi pauvres qu'au début », in *The Modernisation of Irish Oociety*. p. 8.
4. Royal Commission on Labour, Vol. IV, p. 43.
5. *PARNELL Charles Stewart* (1846-1891) : issu d'une riche famille de propriétaires protestants, Parnell fut élu député à la Chambre des Communes où il devint le leader du Parti parlementaire irlandais formé par les députés nationalistes modérés. Il mit au point une tactique d'obstruction parlementaire et sut jouer de la discipline de vote de son groupe pour marchander avec Gladstone des lois agraires et la promesse de l'autonomie (Home Rule). Exclu de son parti en 1890 à la suite d'une affaire d'adultère, il essaya de constituer un vaste mouvement nationaliste en s'appuyant sur les masses populaires. Bien que très réactionnaire, son charisme lui valut une large audience et le surnom de « roi sans couronne d'Irlande ».
6. *DAVITT Michael* (1846-1906). Fils de paysans pauvres ayant émigré en Grande-Bretagne, il travailla très tôt et perdit son bras droit à 11 ans à la suite d'un accident de travail. Membre de la société secrète Fraternité Révolutionnaire Irlandaise (fenian society), il fut arrêté et emprisonné jusqu'en 1877. À son retour en Irlande il est un des principaux promoteurs de la Ligue agraire et prend une part active à la guerre agraire. Se proclamant socialiste, il espérait que le mouvement déboucherait sur une socialisation de la terre. Déçu, il se retourne alors vers l'organisation des ouvrierEs agricoles et urbainEs, sans succès. Après 1882, il retourne en Grande-Bretagne où il milite dans le mouvement syndical et socialiste.
7. Op. cit., p. 20.
8. *Loi des pauvres* (poor law) : depuis 1834, un nouveau système de secours aux indigentEs a été mis en place en Grande-Bretagne, plus tardivement en Irlande. Il s'agit d'offrir aux démunis un abri et du travail dans les Workhouses. Le salaire doit être assez bas pour ne pas concurrencer ceux ordinairement pratiqués et pour décourager les oisifs/ves ! En Irlande, le nombre des indigentEs rend ce système inapplicable.
9. J.W. Boyle, op. cit., p. 84-88. En Irlande l'administration n'a pas supprimé le vieux système de secours à domicile dont bénéficiait la moitié des secouruEs. Le coût hebdomadaire de l'aide se montait à 1 sh4d par personne entre 1900 et 1906.
10. William Tawmley. *The cause of the Dublin poor*, 1886, p. 16-17

11. James Joyce, *Ulysse*, p. 151 en français, ed. Gallimard.
12. E. Larkin, op. cit. p. 47.
13. Dublin Metropolitan police statistical tables, 1880-1906.
14. Royal Commission on Poor Law Relief of Distress, 1909, minutes of evidences. p. 38 et suiv.
15. Id.
16. ITUC, Dublin 1894. p.40.
17. ITUC, Sligo 1901. p. 37-38
18. J.W. Boyle , « Le mouvement ouvrier irlandais » in « Le Mouvement Social » , n°52, jui.-déc. 1965, p.38
19. *Grèves des gaziers et des dockers de Londres*. Entre 1887 et 1891 des grèves parfois insurrectionnelles éclatèrent sur les docks et dans les usines à gaz de Londres : la journée de huit heures et la reconnaissance syndicale étaient à l'origine du conflit. La lutte fut dirigée par des militants socialistes, Will Thorne, John Burns, ainsi que la fille de Marx, Eleanor, et son compagnon Edward Aveling. Ces luttes aboutirent à la création de deux grands syndicats de manoeuvres ouverts à tous/tes les non qualifiéEs : NUDL National Union of Docks Labourers et GWGLU, Gaz Workers and General Labourers Union qui à ce titre recrutèrent en Irlande.
20. *Light Railways*. Pour désenclaver les régions pauvres de l'Ouest, l'administration mit au point un réseau de chemin de fer à voie étroite ; il se révéla vite sans grand intérêt économique et n'était même pas relié au réseau général. Son seul avantage fut de fournir du travail aux chômeurs des régions concernées. Une version irlandaise des « ateliers nationaux ».
21. Strikes and Lock-outs report 1890, grève n° 1005.
22. Strikes and Lock-outs in U.K. for 1890, p. 352.
23. Strikes and Lock-outs in U.K. for 1891.
24. *Board of Trade*. Secrétariat d'État au Commerce, c'est le département ministériel chargé du commerce et du travail. À ce titre il récolta une masse de statistiques concernant la classe ouvrière. Une des revendications traditionnelles des syndicats était de réclamer la formation d'un ministère du Travail qui ne verra le jour qu'en 1923.
25. Strikes and Lock-outs 1892 grève n° 521 et note p. 1,7 .
26. J.W. Boyle, op. cit. p. 39. E. M'Hugh ne fut pas accepté au congrès du TUC de 1893. McKeown n'eut pas le droit d'assister au congrès de la NUDL en 1897, « les circonstances politiques ne le permettant pas ». O' Brien Gift, LO p. 83.
27. J.M . Boyle, thèse, p. 136-140.
28. *Freeman's Journal* march 9 1891.
29. F.J. march 9, 1891.
30. Id.
31. F.J. march 13, 1891.
32. Id.
33. F.J. may 4, 1891.
34. Thorne était un ouvrier d'origine irlandaise, vivant à Londres, et Aveling le compagnon d'Eleanor Marx.
35. F.J. may 1891. Cette position a été développée dans le journal guédiste, n° 12, 7 déc .1891.
36. Report from G.B. and Ireland to the delegates, Brussels International Congress, 1891. p.7. La traduction française est d'Eleanor Marx elle-même.
37. Belfast Newsletter, nov. 7, 13, 16, 18, 20 1891.

LA GRÈVE DES OUVRIERES NON QUALIFIEES A DUBLIN

Dublin peut être définie comme une ville « trompe l'oeil ». À première vue, en effet, rien de comparable aux fumées de cheminées d'usines qui prenaient à la gorge, aux maisons de briques rouges, alignées, tristement semblables, à la crasse envahissante des grands centres industriels britanniques, comme Liverpool, Glasgow ou Belfast. En 1911, Dublin, en pleine expansion, compte 400.000 habitantEs en comptant la banlieue. Dublin donne l'aspect d'une ville élégante, agréable, avec ses maisons géorgiennes du centre, ses parcs... Un système de transports perfectionnés avait été mis au point, notamment par le train et les tramways. Dublin était avant tout un carrefour, le plus important centre commercial d'Irlande ; c'est de cette façon, en achetant et en revendant des produits, que les hommes d'affaires les plus riches de Dublin faisaient leur fortune : il s'agit donc d'une bourgeoisie commerçante.

Les docks jouaient un rôle-clé, névralgique. Les produits arrivaient sur les docks de Dublin du monde entier, et de là. étaient envoyés, généralement par chemin de fer, aux quatre coins de l'Irlande. Les importations étaient essentiellement celles de matières premières : bois ou produits textiles, alors que les grains de blé, la volaille et même le tabac étaient exportés. Ville-carrefour donc : centre de la vie commerciale du pays et des communications. Dublin servait de débouchés à un arrière-pays essentiellement agricole. Dublin ne concentrait que très peu d'industries dans le secteur alimentaire. De là viennent les différences des paysages urbains et des classes sociales, que l'on observait entre cette ville et Glasgow ou Belfast. Les quatre firmes dublinoises les plus importantes sont Guinness, la plus grande et la plus connue des industries dublinoises, Jacob, Jameson et John Power. À côté, on trouve donc une biscuiterie dirigée par les frères Jacob qui sont d'origine protestante, tout comme la dynastie Guinness. Elle emploie 10.000 personnes. Quant à Jameson et John Power, il s'agit de distilleries de whisky. Quant à la firme Guinness dirigée par Lord Iveagh, elle se signale par une politique paternaliste étonnante : le symbole en est la pinte gratuite que reçoivent quotidiennement les travailleurs de la brasserie. Plus globalement, on était considéré comme privilégié si on y était embauché, cela procurait l'avantage d'habiter près de l'usine en payant un loyer raisonnable et d'avoir également des soins médicaux. Cette politique s'est avérée payante pour la direction de l'entreprise : en effet, Guinness est le gros point noir pour le mouvement « larkiniste » (désormais, c'est ainsi qu'il est nommé) avec la compagnie des Tramways. Le taux de syndicalisation y est très faible.

Enfin le troisième volet de Dublin, c'est son rôle administratif. Toute une bureaucratie s'est constituée autour du Premier Secrétaire représentant l'autorité royale britannique, qui siège au château de Dublin. Les fonctionnaires, employéEs de banque, et autres « cols blancs » sont satisfaitEs de leur sort : ils/elles sont bien payéEs, ont un emploi stable, vivent dans des conditions agréables. Politiquement, ils sont donc réactionnaires.

L'envers du miroir

Or, si nous revenons à notre appréciation du début, cette ville « trompe-l'oeil » pour définir Dublin, c'est qu'en effet son charme, sa richesse côtoient la plus extrême misère.

Cette réalité apparut au grand jour en 1913 : ainsi, le 2 septembre au soir, deux maisons de Church Street s'effondrèrent brutalement, ensevelissant les occupantEs. Il s'agissait de bâtiments à quatre étages. Les seize

pièces du haut étaient occupées par dix familles à peu près, soit plus de quarante personnes. On dénombra sept morts et de nombreux blessés.

Ainsi était posé brutalement le problème des logements ouvriers, les fameuses « tenement house » (maisons de rapport). Les habitations surtout groupées autour du centre ville, avaient souvent été des maisons de riches avant que ceux-ci ne se déplacent en banlieue, voire en Angleterre. Le Comité sur le logement les définit comme des « maisons faites pour être occupées par une seule famille et à l'origine utilisées ainsi, mais qui, par suite d'un changement de circonstances, ont été abandonnées pièce par pièce et sont maintenant occupées par diverses familles, une dans chaque pièce la plupart du temps ».

Sur 400.000 habitantEs, 87.305 vivaient dans ces habitations ouvrières du centre. 80 % des familles qui y demeuraient, n'occupaient qu'une pièce. Selon la classification officielle, 22.701 personnes vivaient dans des maisons de « troisième classe », c'est-à-dire considérées comme inhabitables.

Parmi les conséquences sociales les plus frappantes de ces conditions de « vie » atroces, on trouve l'alcoolisme, la criminalité, la prostitution. L'alcool, au coeur de la réalité et de la culture irlandaise, était partout présent.. Dans certains endroits, la coutume consistait à verser les salaires... dans les pubs. D'autre part, de nombreux pubs faisaient fonction d'épiceries : ainsi, rien qu'en achetant de la nourriture, la tentation était grande de prendre un verre.

En ce qui concerne la criminalité, les chiffres pour les délits considérés comme graves - tels que meurtres et viols - étaient de cent crimes pour dix mille habitants, soit beaucoup plus que dans la plupart des villes du Royaume-Uni (27 pour dix mille dans les zones urbaines en Angleterre et en Galles).

Quant à la prostitution, elle existait à grande échelle. Dans O'Connell Street, il fut établi qu'un côté de la rue serait réservé aux gens « respectables », et l'autre côté aux prostituées. Grafton Street, la grande artère commerciale de Dublin, était également connue pour ses prostituées.

Pain sec et harengs

- Son budget-type hebdomadaire peut être établi comme suit (pour une famille (le quatre enfants) :

La nourriture, dans les taudis, ne pouvait que se limiter au strict minimum, encore que cette notion de « minimum » est vague. Un repas « normal » se composait ainsi :

1. petit-déjeuner : thé et pain (quelquefois avec de la margarine ou du beurre) ;

2. déjeuner : idem.

3. souper : pommes de terre, choux, oignons ; quelquefois du lard ou des harengs.

Le salaire moyen pour un prolétaire qui vivait dans une habitation ouvrière était d'environ 18 shillings par semaine (soit au minimum 25 % de moins qu'en Grande-Bretagne).

Son budget-type hebdomadaire peut être établi comme suit (pour une famille de quatre enfants) :

Loyer : 2 shillings 6 pence

Combustible et éclairage : 2 shillings

Pain : 4 shillings

Thé : 0 shilling 9 pence

Sucre : 0 shilling 8 pence

Lait (généralement condensé) : 0 shilling 6 pence

Beurre (graisse, margarine) : 1 shilling 6 pence

Pommes de terre (autres légumes) : 1 shilling

Viande (poisson, lard) : 2 shillings

TOTAL : 14 shillings 11 pence

Il ne lui restera que trois shillings et 1 penny pour le reste. Encore faut-il préciser que dans de nombreux cas, même ce budget n'est pas accessible. Un peut relever quelques cas exposés dans *l'Irish Worker* du 4 novembre 1911 : « Une famille, un homme et sa femme, réside dans Dame Court. Son emploi est celui de tailleur mais il ne peut gagner que 10 shillings par semaine. Son loyer est de 2 shillings 6 pence, ce qui lui

laisse 7 shillings 6 pence pour la nourriture, le combustible, l'éclairage, les vêtements, la literie... Leur petit déjeuner se compose de pain sec et de thé- Ils n'ont qu'un seul autre repas, combinant déjeuner et dîner : il consiste en pain sec, thé et harengs, et parfois du porridge ».

Des conditions d'habitation si désastreuses, une hygiène à la dérive et une alimentation si pauvre ne pouvaient que provoquer des problèmes sanitaires très graves dans les quartiers prolétaire. Les conditions de pauvreté sont directement responsables d'un tiers des décès enregistrés à Dublin entre 1902 et 1911. La tuberculose faisait des ravages effroyables.

Le census: de 1911 nous donne le chiffre global de 90209 décès de 1902 à 1911. Ils peuvent être décomposés comme suit :

25.245 décès directement liés aux conditions de pauvreté,

31.087 dus à des maladies non directement liées à la pauvreté,

33.577 décès liés à d'autres causes.

En particulier, l'aspect le plus frappant de la question sanitaire était le taux de mortalité infantile. Sur un total de 9.118 décès en 1911, 1.808 sont des décès d'enfants dans leur première année !

On est tenté de parler de « lumpen-prolétariat » avec cette masse de prolétaires non qualifiés, misérables, en proie aux maladies. C'est véritablement un réservoir de main-d'œuvre dont dispose le capitalisme dublois, caractérisé, on l'a vu, par l'absence de grandes industries. Les travailleurs/euses non qualifiés étant employés dans des travaux variés, la plupart étant liés à la distribution et au transport des produits et dont le moins qu'un puisse dire est qu'ils étaient précaires. En effet, il était souvent plus rentable pour les patrons d'engager des gens à la campagne pour des travaux occasionnels.

Il y avait à peu près 90.000 adultes masculins à Dublin selon le recensement de 1911.

On peut estimer le taux de chômage à 20%. Quant aux travailleurs/euses étiquetés comme non qualifiés, c'est-à-dire n'appartenant pas à une corporation ou à un métier reconnu, ils/elles étaient 24.908 au recensement de 1911, dont 17.223 manœuvres.

Quant aux femmes, leur situation est encore pire. Le salaire moyen hebdomadaire d'une ouvrière représentait environ la moitié du salaire d'un manœuvre. Ainsi, à la biscuiterie Jacob, les ouvrières gagnaient de 7 à 15 shillings, selon leur rang. Le travail le plus fréquent pour les femmes était celui de domestique.

Le recensement de 1911, on dénombre 21.387 travailleuses, dont 13.551 domestiques.

Telles sont quelques unes des données objectives fondamentales de la situation sociale à Dublin au moment où va éclater cet affrontement central qui se dessinait ces derniers temps.

Larkin/Murphy

Cependant - et en ce sens le cas de Dublin en 1913 est unique - le combat de classe allait également prendre l'aspect d'une lutte à mort entre les deux hommes qui le personnifièrent. La haine de Murphy contre Larkin n'avait d'égal que la haine de Larkin contre Murphy. Cette identification du mouvement syndicaliste révolutionnaire irlandais à Larkin au point qu'on puisse parler de larkinisme est unique également. Elle nous permet de parler de très nette tendance à l'égotisme de la part du leader ouvrier, qui connaîtra son apogée pendant les événements de Dublin et Jim Larkin n'hésitera pas à s'affirmer investi d'une mission divine.

En tout cas, Murphy avait remporté la première manche à l'été 1911, quand Larkin avait tenté d'organiser les travailleurs des tramways en union syndicale. Murphy conservait deux catégories d'hommes : les travailleurs permanents et les temporaires : ceux-ci remplaçaient les « permanents » au pied-levé, y compris pour un jour d'absence ou même un retard ! Celui qui était ainsi « remplacé » était mis en fin de liste de l'emploi. Naturellement, les « larkinistes » étaient systématiquement mis à pied.

Dans le camp « larkiniste », où en est-on ?

L'ITGWU a fait d'énormes progrès le pouvoir du syndicat s'est considérablement accru au sein des travailleurs/euses non qualifiés, sauf à la brasserie Guinness et à la Compagnie des Tramways. En même temps, l'ITGWU est traversée par une série de contradictions qui fait qu'on ne peut la considérer comme une organisation faisant partie du syndicalisme révolutionnaire international : ces contradictions portent sur le

catholicisme (on ne trouve pas de trace d'un athéisme militant), la question nationale, les rapports avec la politique (violemment dénoncée par le syndicalisme révolutionnaire) ; en ce sens, la spécificité irlandaise du mouvement s'est une fois de plus affirmée. On peut y ajouter les rapports masses/chefs vu le rôle écrasant que joue Larkin, et cela même si d'autres personnalités de valeur sont apparues : P.T. Daly, Connolly, bien sûr, W.Partridge (bien que anti-larkiniste au départ), William O'Brien, Thomas Mac Partlin. En même temps, l'ITGWU rejoint les courants les plus radicaux du mouvement prolétarien quand il déclare explicitement lutter pour l'abolition du salariat.

Alors que les grèves se multiplient en 1911, notamment en Grande-Bretagne, *l'Irish Worker* (n°9) est conduit à s'interroger sur la faible participation au mouvement de Belfast. Connolly écrit : « Dans certains endroits, dans le passé c'était union syndicale contre union syndicale ; mais aujourd'hui, à Belfast, c'est religion contre religion... ». Mais « aussi longtemps que les patrons ne feront pas de distinctions, nous refuserons de permettre à la religion de nous diviser ». Or, Michaël Mac Keown, un syndicaliste de Belfast, reconnaît l'échec d'un mouvement unifié à Belfast.

Mais examinons ses arguments : « il y a un esprit spécial à Belfast qui a gardé les travailleurs/euses à l'écart : Connolly dit que c'est l'esprit de religion. En fait, c'est exactement l'inverse ». « C'est l'esprit anti-religieux, hypocrite. Lorsqu'ils comprendront le véritable esprit du christianisme, ils/elles marcheront ensemble, parce que le christianisme c'est l'amour ou prochain ». On est vraiment loin du syndicalisme révolutionnaire !

À partir du numéro 12, une colonne du journal est désormais réservée aux femmes. La fameuse comtesse rebelle Constance Markievicz¹ n'hésita pas à y lancer un appel aux armes : « Apprenez à vous battre ! ».

Dans le même numéro du 5 avril 1913, un article intitulé « La torture des femmes » est signé « Shellback ». Shellback y soutient le mouvement des suffragettes : « Certes, le vote a en soi aucune valeur mais le droit de vote n'est pas la seule chose pour laquelle les femmes se battent... Mais l'extension du vote aux femmes montrera la grande voie d'où les femmes émergeront de leur servitude éternelle pour se placer sur un pied d'égalité et prendre une part égale aux hommes dans la grande oeuvre du futur, la reconstruction de ce vieux monde sur des bases plus humaines et généreuses ». Cette fois, le ton s'apparente aux tendances les plus radicales du mouvement révolutionnaire.

Enfin, sur la vie quotidienne, *l'Irish Worker* mène une campagne contre l'alcoolisme sous l'impulsion de Larkin (qui ne buvait pas) et aussi contre les vaccinations ressenties comme une expérimentation barbare sur des êtres humains.

On a parlé d'égotisme de Larkin. Pour employer un terme contemporain, on pourrait presque parler de culte de la personnalité. Témoins les « vers pour le recrutement » publiés dans *l'Irish Worker* du 20 juillet 1912 : les premières lettres de chaque vers donnent JIM LARKIN ! » Telle est la situation alors que commençait l'année 1913.

Syndicalisme révolutionnaire

Or, dès le mois de janvier, une grève des porteurs de quai de North Wall commença contre les contremaîtres non -syndiqués qui refusaient de rejoindre l'ITGWU et aussi pour une amélioration des conditions de travail. Grève devenue classique, sur le thème du pouvoir syndical. Mais il était clair que les patrons comprenaient eux aussi de plus en plus la nécessité de s'unir : d'autres compagnies de navigation n'hésitèrent pas à s'engager dans le conflit en soutenant à fond la compagnie des paquebots à vapeur de Dublin. Le mouvement prolétarien répliqua en utilisant à nouveau la tactique des grèves de solidarité : des charretiers et des porteurs entrèrent dans le conflit. Finalement, les compagnies de navigation furent contraintes à la négociation. L'affrontement avait duré trois mois. Mais les travailleurs/euses l'emportèrent : hausse des salaires et reconnaissance officielle de l'union syndicale ; c'était un succès total. Le 26 mai 1913 pouvait être interprété comme un véritable tournant : ce jour-là, six des plus grandes compagnies de navigation de Dublin signèrent un accord avec l'ITGWU sur une nouvelle grille des salaires : Larkin devenait « le maître du port de Dublin ».

Une trentaine de grèves s'étaient produites entre janvier et août. Le 12 août, un nouveau conflit éclate dans l'entreprise de messagerie Suttons. C'est le moment que choisit W. Murphy pour déclencher une attaque générale contre le larkinisme, dans le but clairement avoué de le liquider. C'est ce fait qu'il faut retenir : c'est le capital qui va pousser à l'offensive.

Alors que la tension montait à Dublin, Murphy organisa un meeting dans lequel il s'adressa à ses 700 employéEs de la compagnie des tramways le samedi 19 juillet. C'est son discours qui allait mettre le feu aux poudres.

« Mes amie les travailleurs ». commença-t-il. Il promit une augmentation de salaire de 1 shilling par semaine et une demi-journée de salaire en prime pour tous ceux qui ont assisté au meeting. Mais ce n'était pas la raison pour laquelle il appelait à ce meeting.

« Je veux que vous compreniez clairement que les dirigeants de cette compagnie n'ont pas la moindre objection à ce que leurs hommes forment un syndicat légitime. Et je veux bien penser que les hommes en service ont suffisamment de bon sens pour former un syndicat à eux, sans s'allier à une organisation déshonorante et se placer sous la conduite d'un homme sans scrupule qui s'arroge le droit de vous commander et vous donne des ordres afin de se servir de vous pour le faire le dictateur ouvrier de Dublin... Je suis ici pour vous dire que jamais ce commandement ne sera donné, et que sinon ce sera le Waterloo de Larkin.

Une grève dans les tramways produirait sans aucun doute une agitation et un désordre stimulés par les voyous et les pillards, mais quelles chances auraient des hommes sans fonds dans un conflit avec la compagnie qui pourrait - et le ferait - dépenser 100.000 livres de plus ! Vous devez vous rappeler, lorsque vous traitez avec une compagnie de cette taille, que chacun des actionnaires (qu'ils soient 5, 6 ou 700.000) aura trois repas par jour, et cela, que les hommes gagnent ou pas. Je ne sais pas si les hommes peuvent compter là-dessus ».

Ainsi, Murphy n'hésite pas à menacer d'affamer les grévistes potentiels.

Ensuite, les dirigeants de la compagnie publièrent un rapport qui disait : « les dirigeants de la compagnie sont parfaitement au courant des tentatives effectuées par James Larkin pour fomenter des troubles parmi les employés qui, cependant, n'ont guère connu de succès ».

En fait, l'influence des larkinistes ne cessait de croître, de s'étendre au sein même du personnel de Murphy, l'ITGWU continuait son ascension, aussi Murphy décida-t-il de frapper un grand coup, estimant que la meilleure défense c'était l'attaque.

Il réunit les services d'expédition du groupe *Independent* et leur ordonna de rompre leurs liens avec le syndicat larkiniste. Ceux-ci refusèrent. Le 19 août, ils étaient renvoyés. Le lendemain, des employés de Easun, l'agence de distribution des journaux et livres refusèrent de distribuer les journaux du groupe *Independent* : *Irish Independent*, *Irish Catholic* et *Evening Herald*. Ils furent mis à pied. Le 21 août, Larkin fut agressé par un homme nommé Peter Sheridan qui le blessa légèrement au visage. Sheridan fut arrêté et condamné à six semaines d'emprisonnement, mais fut finalement libéré le lendemain grâce à Larkin qui affirma qu'il ne voulait pas envoyer qui que ce soit en prison. La tension montait perceptiblement : des renforts de police avaient été dépêchés.

La compagnie des tramways fut forcée de suspendre son service de délivrance des messageries car les employés refusaient de toucher aux paquets de journaux.

Le 21 août, deux cents travailleurs de la Compagnie des tramways reçurent la notice suivante : « Étant donné que les directeurs comprennent que vous êtes membres de l'ITGWU, dont les méthodes désorganisent le commerce et les affaires de la ville, ils ne requièrent plus vos services ».

L'offensive capitaliste

C'était un défi direct à l'ITGWU. Des meetings de solidarité avec les licenciéEs furent organisés immédiatement. Mais il était évident qu'il ne pouvait y avoir qu'un moyen de répondre au défi de Murphy : la grève totale. C'était le seul moyen efficace de faire face au lock-out entamé. Mais Larkin voulait choisir le moment où l'impact serait le plus grand : c'est ainsi que la grève ne commença que le 26 août. Pourquoi ce

jour en particulier ? Parce que le célèbre « Dublin Horse show » qui attirait régulièrement une foule de visiteurs/euses débutait précisément ce jour-là.

À 9 heures 40 du matin, le mardi 26 août, les trams qui circulaient s'arrêtèrent brutalement : les employés se mirent le badge du syndicat, la fameuse main rouge, informèrent les passagerEs qu'ils/elles feraient aussi bien de descendre. Puis ils laissèrent les trams au milieu de la chaussée.

En fait, ils/elles ne furent que sept cents sur mille sept cents employéEs de la compagnie à débrayer ce matin-là. Certains furent immédiatement chargés par des membres de la compagnie et emmenés en prison par la police. Dès le lendemain, ils passèrent en procès pour avoir fait de l'obstruction sur la voie publique. Finalement, ils furent libérés sous caution de dix livres.

Quelques jours avant la grève, la compagnie avait envoyé à tous/tes les employéEs une circulaire qu'ils/elles devaient signer : « Au cas où une grève de certainEs employéEs de la compagnie serait appelée par Monsieur Larkin et l'ITGWU, je promets de rester à mon poste et d'être loyal à la compagnie ».

Au soir du 26 août, Larkin s'adressa aux grévistes à Liberty Hall : « Ce n'est pas une grève, c'est un lock-Out des hommes qui ont été traités de manière tyrannique par le scélérat le plus infâme... Si un membre de notre classe devait tomber, alors deux de l'autre, devront tomber pour celui-ci. Nous manifesterons dans O'Connell Street. C'est notre rue, tout autant que celle de Murphy. Nous nous battons pour du pain et du beurre. Nous tiendrons nos meetings dans la rue et si un seul de nos hommes tombe, il devra y avoir justice. Par le Dieu vivant, s'ils veulent la guerre, ils l'auront ».

Quant à Murphy, ses déclarations dans *l'Irish Independent* du 27 août sont révélatrices de l'esprit dans lequel il a déclenché l'affrontement :

« Je pense que J'ai brisé l'influence maligne de Monsieur Larkin et qu'il est en pleine débandade. C'est maintenant aux patrons de continuer... Ce voleur condamné et minable était presque devenu le dictateur ouvrier de la ville ».

« Ce type a eu le culot d'essayer de faire pression sur les personnels qui composent les journaux du groupe *Independent*... C'était plutôt trop pour ces hommes qu'on leur ait demandé de s'associer à cette racaille que sont Larkin et ses partisans ».

La presse est unanime pour condamner les grévistes. Le *Daily Express* les traite de « Dindons de la farce » et le respectable *Irish Times* se déchaîne : « Nous ne pouvons que considérer comme des ennemis publics les gens qui ont organisé la grève ».

Dès le lendemain du premier jour de grève, des affrontements se produisent entre grévistes et non grévistes. Ainsi *l'Irish Times* rapporte un incident typique : « Une attaque fut dirigée contre les trams d'Arran Quay. Le pare-brise d'un véhicule fut brisé par des projectiles jetés par un groupe de voyous qui étaient sur le trottoir. Deux briques et une bouteille furent jetées sur la voiture, brisant les vitres : certainEs passagerEs furent pris de panique » (28 août).

Les affrontements se produisirent non seulement entre grévistes et non grévistes, mais aussi entre grévistes et forces de l'ordre. Celles-ci avaient été considérablement augmentées : cinq inspecteurs d'arrondissements, treize officiers supérieurs et quatre cent quatre vingt-huit hommes ; en plus, venant du comté, deux inspecteurs, trois officiers supérieurs et cent trente-sept membres de la RIC².

Or, le jeudi 28 août, Larkin, Daly, Partridge, Lawlor et William O'Brien sont arrêtés. Ces arrestations étaient liées aux déclarations qu'ils avaient faites au meeting de Liberty Hall le soir du 26. On a donné des extraits des déclarations de Larkin terminant son discours par : « Si un seul de nos hommes tombe, il devra y avoir justice. Par le Dieu vivant, s'ils veulent la guerre, ils l'auront ».

Autoréduire et s'armer pour survivre

L'idée principale qui se dégage de l'intervention de Larkin est la nécessité d'une force d'auto-défense ouvrière, thème qu'il avait déjà esquissé en envisageant la création d'une armée citoyenne. On notera que l'argumentation de Larkin s'appuie sur les événements qui se déroulaient au même moment en Ulster : appel à la mobilisation générale, armement et recrutement actif pour l'organisation paramilitaire, l'Ulster Volunteer Force qui comptera 56.651 membres en septembre 1913, dont 10.700 à Belfast. Il faut donc s'inspirer de leur

exemple, au niveau de la tactique s'entend. Ce point de vue sera repris par la branche radicale du nationalisme irlandais.

En tout cas, c'était bien un discours de combat, révélateur du climat de guerre sociale dans lequel est plongé Dublin. D'ailleurs, l'intervention de William Partridge le montre. Celui-ci était un ouvrier qualifié de la métallurgie. Permanent syndical, il était devenu membre du conseil municipal. Il est intéressant de noter que Partridge avait été opposé à Larkin au début ; il était toujours considéré comme un syndicaliste modéré. Or, ici, il dit : « En Irlande, le vieil esprit de lutte n'est pas mort... Les hommes qui sont derrière Larkin sont non seulement préparés à aller en prison, mais à laisser leur vie pour la cause. Dans ce combat, on ne se rend pas et cela signifie : pas de trams demain ! Je ferai en sorte qu'aucun tram ne circule dans les rues de Dublin, et cela durera jusqu'à ce que les employés du tramway aient obtenu satisfaction ».

Le jeudi 28, donc, les quatre orateurs sont arrêtés et inculpés. La description officielle des motifs d'inculpation est la suivante :

- De s'être rendus coupables le 26 août à Beresford Place du crime de diffamation et de conspiration séditeuse en se concertant et agissant ensemble dans le dessein criminel de troubler la paix publique et de semer délibérément le mécontentement général parmi les sujets de Sa Majesté, les classes ouvrières de Dublin, les forces de police de la Couronne et les soldats de la Couronne, et dans le but d'inciter à la haine et au mépris du gouvernement, et dans celui d'inciter au meurtre.

Cependant, ils furent libérés sous caution en attendant une nouvelle comparution devant le tribunal. Dans l'intervalle, ils s'engagèrent à ne pas tenir de meetings illégaux et à ne pas employer un langage incendiaire.

Le vendredi 29 au soir, un nouveau meeting se tient à Beresford Place. Larkin déclare : « Le peuple fait les rois et peut les défaire... Je souhaite tenir un meeting dans O'Connell Street dimanche, et nous nous y retrouverons ; et si la police et les soldats tentent de l'empêcher, ils en prendront toute la responsabilité. S'ils veulent la révolution, il y aura la révolution... Je suis un rebelle et le fils d'un rebelle. Je ne connais aucune loi sauf celle du peuple... Dites vous bien que s'ils veulent utiliser l'arme de la privation de la nourriture, il y a de la nourriture dans les boutiques, il y a des vêtements dans les magasins, et des hommes et femmes affamés veulent de la nourriture et des vêtements. Il y a de l'argent dans les banques. Je promets de ne plus payer de loyer, et vous ne paierez plus de loyer ».

Discours qui marquait donc une nouvelle escalade de Larkin : discours de révolte absolue, appel à la désobéissance civile généralisée, y compris la menace de pillages.

Or, Connolly était spécialement arrivé de Belfast pour parler à ce meeting : lui aussi appela à la résistance. À propos du meeting prévu le dimanche 31 août, il se contenta de dire : « Venez dans O'Connell Street et regardez qui tiendra le meeting ».

Mais la police chargea les participants à la sortie, avec une violence accrue.

Le lendemain matin, Connolly fut arrêté pour incitation aux troubles, puis ce fut le tour de Partridge. Ce dernier fut une nouvelle fois relâché sous caution, ayant donné son accord pour garantir le calme. Mais Connolly refusa de coopérer avec la justice. Il refusa également d'être libéré sous caution, c'est-à-dire d'adopter « une direction qui l'empêcherait de se battre pour les droits de la classe ouvrière ». Ce refus de tout compromis avec un ordre qu'il ne reconnaissait pas est caractéristique de Connolly. Il lui valut une peine de trois mois de prison. Mais il fit immédiatement une grève de la faim, ce qui aboutit à sa libération au bout d'une semaine.

Un nouveau mandat d'arrêt fut lancé contre Larkin le même jour. Celui-ci travaillait tranquillement à Liberty Hall quand W. O'Brien vint l'avertir. Larkin se réfugia chez la comtesse Markievicz à Rathmines. Celle-ci organisa une réception de diversion. Quand O'Brien revint à Liberty Hall, il trouva le siège de l'ITGWU assiégé par la police de Dublin (D.M.P.) : mais ils étaient arrivés trop tard pour l'arrêter. Alors que les affrontements tournaient à l'émeute, reprenant sans cesse, une véritable dissension se produisit au sein du mouvement, jusque-là apparemment uni. En effet, sous l'impulsion de W. O'Brien, certains membres de l'exécutif de la Bourse du Travail se mirent d'accord pour transférer le meeting dans une autre rue, estimant que le tenir dans O'Connell Street à tout prix « provoquerait un massacre ». Le frère de Larkin, Peter, fut le seul à maintenir la position initiale. Après s'être demandé quel lieu de remplacement conviendrait, ces syndicalistes décidèrent de s'en remettre... à l'avis de la police ! C'est ainsi que Croydon Park, centre de loisirs de l'ITGWU fut accepté.

Bloody-Sunday

On peut imaginer la réaction de Larkin ou de Connolly à cette décision ! De plus, négocier en cet instant avec la police, n'était-ce pas la preuve d'une grande faiblesse ? En fait, cet épisode illustre bien les limites de la radicalité de certains membres du syndicat. Or, dans la soirée de ce samedi 30 août, la police allait s'illustrer une nouvelle fois.

De nouvelles émeutes éclatèrent en cinq endroits : dans le quartier des docks à Ringsend, véritable bastion larkiniste, où était située la gare principale de tramways ; dans Brunswick Street, où un camion de l'*Independent* fut attaqué ; à Beresford Place ; Talbot Street ; Malborough Street ; Earl Street, mais surtout sur Burgh Quay et Eden Quay, où la police attaqua délibérément les travailleurs. C'est là que James Nolan et James Byrne furent les premiers tués de ce conflit. Nolan fut battu à mort par la police alors qu'il se rendait à Liberty Hall : il était en effet membre de l'ITGWU, John Byrne devait décéder quelques jours plus tard officiellement « de source non identifiée ». En fait, tout comme Nolan, il avait eu le crâne fracturé par la Police. Ce soir là, deux cents civils et trente policiers furent hospitalisés.

C'est donc dans ce climat dramatique que débutait le fameux dimanche tant attendu et redouté. Ce dimanche 31 août 1913 devait en effet s'avérer être une journée historique ; il est resté comme le « Bloody Sunday », le dimanche sanglant dans l'histoire du mouvement ouvrier anglais.

Dans la matinée, des centaines de travailleurs/euses de l'ITGWU partirent de Beresford Place pour Croydon park, sous la direction de O'Brien et P.T. Daly. C'est alors qu'un coup de théâtre se produisit : un numéro spécial de l'*Evening Telegraph* titrait : « La prétendue lettre de Larkin » avec une note explicative : « À trois heures moins dix, ce matin, une lettre censée être de Larkin a été amenée au bureau du journal *Freeman* par un messenger à bicyclette. La voici :

Monsieur, j'ai été informé que l'on vous a dit qu'il n'y aura pas de meeting demain dans O'Connell Street. Je désire vous informer que moi, James Larkin, j'entends tenir ce meeting à tout prix, quelle que puisse être l'opinion d'autres gens du mouvement ouvrier, et que si une personne vous a certifié le contraire, il ou elle l'a fait en dehors de mon autorité ». Signé : Larkin.

Aussi, bien que la grande manifestation se poursuivait vers Croydon Park sans incident, rassemblant 15 000 personnes, de très importantes forces de police se concentrèrent sur O'Connell Street et le centre-ville... Environ trois cents à quatre cents personnes se rassemblèrent dans l'attente de voir apparaître Larkin et son frère Peter. Vers treize heures trente, un couple respectable (un homme âgé et sa nièce) sortirent d'un taxi et allèrent réserver deux chambres à l'Imperial Hotel dont le propriétaire était Murphy. Le vieux monsieur « barbu » qui portait une soutane, entra, monta au balcon de l'Imperial et là, Larkin cria qu'il avait tenu sa promesse. Le stratagème avait été mis au point par la comtesse Markievicz et son mari. L'apparition spectaculaire de Larkin au balcon fit véritablement sensation, la foule clamant son enthousiasme. Furieuse d'avoir ainsi été humiliée, la police encercla l'hôtel. Des bousculades se produisirent, Larkin congratulé par Constance Markievicz, fut arrêté sans résistance et tout à coup ce fut le déchainement de la violence policière : ils chargèrent la foule de tous côtés, ne laissant même pas une issue pour se disperser. Le reportage de l'*Evening Telegraph* donne un aperçu des événements. Il titrait « Arrestation de Jim Larkin – Scènes terribles dans O'Connell Street – Allocution à la foule depuis l'hôtel Imperial – Charge à la matraque sur des badauds inoffensifs ». Le texte disait : « À une heure trente, à la minute près, un homme qui portait la barbe et une soutane fit une apparition sur le balcon de l'Hôtel Imperial sur O'Connell Street : c'était Jim Larkin, le secrétaire général de l'ITGWU. Il était si bien déguisé et si habilement maquillé que des gens qui se trouvaient à l'hôtel personne ne l'avait reconnu, et ce jusqu'au moment où il déclina son nom. Immédiatement une partie de la foule poussa une clameur d'enthousiasme. La police se précipita sur les lieux, ne se rendant pas compte de la raison de cette excitation soudaine. C'était l'homme qu'ils avaient recherché toute la journée d'hier et ce matin...

La police se précipita sur la porte de l'hôtel, les matraques sorties. Un cordon de police fut établi autour de l'hôtel. Larkin, tête nue et portant encore la barbe, fut conduit hors de l'hôtel par une vingtaine de policiers

qui étreignaient tous leurs matraques. La clameur devint plus intense et selon un reporter, avant même qu'on se rendit compte de la situation, une charge de police se produisit. Des policiers chargèrent dans la rue vers O'Connell Bridge, alors que d'autres précipitèrent les gens dans Prince's Street. C'est ici qu'ils/elles tombèrent sur une grande concentration policière qui était en réserve. Alors qu'ils/elles couraient, les gens furent violemment matraqués de tous côtés, et en quelques secondes, vingt personnes gisaient ensanglantées sur le sol ».

L'Église au secours de la police

Les sauvages attaques de la police, son acharnement à matraquer des gens « innocents » (la plupart des grévistes étant à Croydon Park) provoquèrent une véritable explosion de colère au sein des masses populaires de Dublin. De véritables émeutes éclatèrent dans plusieurs points de la ville. Déchaînée, la police n'hésita pas à entrer dans les logements ouvriers et à y mettre tout à sac, à casser le mobilier et à frapper les familles ouvrières, y compris les enfants. Comme souvent en pareil cas, une partie de l'opinion publique en désaccord total avec Larkin s'indigna de ces excès policiers, et demanda la constitution d'une commission d'enquête sur les événements des 30 et 31 août.

Cependant, beaucoup n'étaient pas de cet avis. Le témoignage du secrétaire de l'archevêque Walsh, le père Curran, est particulièrement révélateur de la position des autorités cléricales irlandaises : « J'ai vu les événements de Brunswick Street. Les femmes, et même les jeunes filles étaient tout simplement des maniaques barbares, insultant et pratiquement menaçant la police et les employés du tram avec leurs poings. Je ne pouvais comparer cela qu'aux images de la Révolution française. Pendant ce temps, les trams fonctionnaient ; les hommes agissent magnifiquement, bien qu'ils admettent qu'ils soient nerveux ». On remarquera que les commentaires font état de la participation des femmes aux événements, crime suprême dans la Sainte Irlande Catholique !

Le père Curran a raison quand il souligne que la dimension sociale du combat dépasse très largement la grève des tramways. Il s'agit bel et bien d'une véritable guerre de classes, une guerre dans laquelle la bourgeoisie a pris l'offensive et décrété la mobilisation générale. Les principaux appuis du patronat dublinois sont, on l'a vu, la presse et le clergé. En face, c'est la canaille, la « racaille de nos taudis » qui a assumé l'affrontement avec les forces de police. Les qualificatifs choisis par l'homme d'église, classiques, expriment bien la haine et le mépris pour les prolétaires et ce sont les mêmes que ceux dont les communardEs, par exemple, étaient gratifiéEs. Mais Curran reconnaît que même les travailleurs/euses « respectables », celles et ceux qui ont un métier bien défini, soutiennent très largement Larkin. Il y a donc un front prolétarien qui s'est spontanément constitué ; bien sûr, la répression policière a joué un rôle non négligeable en ce sens. Ainsi, en attaquant délibérément les quartiers ouvriers, la police elle-même a déclaré la guerre totale au prolétariat dublinois

Ce « dimanche sanglant » (plusieurs centaines de blesséEs, dont deux cents policiers) a été avant tout favorable au mouvement « larkiniste », à la tendance la plus radicale du mouvement ouvrier irlandais : l'ordre capitaliste a été ridiculisé par Larkin. C'est un succès retentissant pour lui : cet épisode a fini de le faire entrer dans la légende du mouvement ouvrier irlandais. Incontestablement, l'ouvrier dublinois, les gavroches aux pieds nus, les femmes des taudis se sont reconnuEs dans le camouflet que Larkin a infligé aux autorités. C'était une revanche sur l'humiliation quotidienne. En plus, Larkin est allé narguer son ennemi mortel dans le propre territoire de ce dernier : c'est une autre victoire, et ce à un moment où Larkin venait d'être fortement contesté par les éléments modérés des syndicats, conduits par William O'Brien. La manifestation de Croydon Park, aussi massive soit-elle, a été complètement éclipsée. Mais le bilan est lourd : Trois morts (Nolan, Byrne qui devait décéder le 2 septembre, et une jeune ouvrière : Alice Brady, assassinée par un briseur de grève), des centaines de blessés (les hôpitaux sont bondés), Larkin et Connolly arrêtés...

Le lendemain (1er septembre) de nouvelles émeutes éclatèrent, faisant cent onze blessés. Le même jour, les compagnies des charbonnages puis la biscuiterie Jacobs décrétèrent le lock-out. Quant à la Chambre de Commerce de Dublin, elle se réunit et adressa une résolution de remerciements à Murphy « pour la manière énergique avec laquelle il traitait la question des désordres ouvriers dans la ville ».

Lock-out anti-ouvrier

Avant tout, pour Murphy, la solution au conflit passait par la liquidation de l'ITGWU. Il dit que le conflit n'avait rien à voir avec les salaires ou les conditions de travail. C'était beaucoup plus grave. Les patrons devaient être préparés « à faire face à des troubles et à perdre de l'argent ». Mais, en définitive, cette attitude paierait, le patron « découvrirait qu'il avait économisé de l'argent et qu'il serait débarrassé de l'irritation et des ingérences perpétuelles ».

Affamer les prolétaires dublinoisES était donc nécessaire selon Murphy ; ce serait même la meilleure arme pour les mettre à genoux. Il fallait donc frapper un grand coup.

Le 2 septembre, des maisons de rapport s'effondrèrent, faisant sept morts et de nombreux/ses blessés, soulignant dramatiquement le scandale du logement prolétaire à Dublin. Le même jour, Larkin, toujours détenu depuis le dimanche 31, fut inculpé de sédition, diffamation et d'avoir fait partie d'un rassemblement tournant à l'émeute. Son procès fut renvoyé à huitaine.

Le lendemain, l'enterrement de James Nolan fut suivi par des milliers de travailleurs/euses dans un cortège silencieux particulièrement impressionnant.

Murphy annonçait les décisions prises par une réunion extraordinaire de quatre cent quatre patrons au 35 Dawson Street : accord - « Par la présente, nous nous engageons expressément à l'avenir à ne pas employer des personnes qui continuent à être membres de l'ITGWU ; toute personne refusant de se conformer à nos instructions légales et raisonnables, ou aux instructions de ceux qui sont placés au-dessus d'eux sera immédiatement renvoyée, quel que soit le syndicat à laquelle elle appartient ».

C'est donc bel et bien un lock-out absolu qu'ont décrété les capitalistes dublinois. Les travailleurs/euses de ces quatre cent quatre firmes, quel que soit leur syndicat et tous les non syndiqués, reçurent le « document » suivant à signer : « Par la présente je m'engage à appliquer toutes les instructions qui me seront données par ou au nom de mon patron. En conséquence, j'accepte de donner immédiatement ma démission de l'ITGWU (si j'en suis membre) et je m'engage expressément à ne pas rejoindre ce syndicat, ni en aucun cas le soutenir ». Il y avait un espace réservé pour la signature et un autre pour le nom d'un témoin. Quelle allait être la réaction des travailleurs /euses, de la « base », alors que Larkin et Connolly étaient toujours en prison ? Elle fut immédiate : ce fut une explosion de colère. Des milliers de travailleurs refusèrent de signer le document. Du reste, beaucoup n'étaient pas membres de l'ITGWU ; ils/elles étaient membres de vingt-huit autres syndicats, dont certains hostiles à l'ITGWU mais cela, vraiment, ils/elles ne pouvaient pas l'accepter.

Dans le journal socialiste le *Glasgow Forward*, Connolly - qui vient d'être libéré au bout d'une semaine -- exalte le glorieux Dublin : « Le combat de Dublin est plus qu'un combat syndical : c'est une grande lutte de classes, reconnue comme telle de tous les côtés ». Il insiste sur les « femmes héroïques » de l'ITGWU. Cependant, on notera que pour la deuxième fois c'est la bourgeoisie qui prend l'initiative, et ceci est bien sûr un grand avantage. Le 15 septembre, huit mille travailleurs/euses se retrouvent sans emploi à Dublin. Une semaine plus tard, ils sont vingt mille. La situation devient dramatique pour les prolétaires irlandaisES (avec les familles, ce sont en fait cent mille personnes qui sont touchées).

Le soutien du T.U.C.

Or, les violences policières du week-end sanglant ont eu une autre conséquence importante : les événements de Dublin se trouvèrent propulsés en première page de la presse britannique.

Sans aucun doute, l'évolution de la lutte était liée à l'attitude du mouvement syndical anglais. Or, la conférence annuelle du TUC commençait le lundi 1er septembre à Manchester : une résolution extraordinaire

sur les événements de Dublin fut immédiatement rédigée, condamnant les brutalités de la police. Cette résolution passa à l'unanimité. Mais cette unanimité n'était que façade. Comment s'en étonner, du reste, quand on sait que c'est Sexton, l'ennemi juré de Larkin, celui qui l'avait fait expulser du syndicat des dockers et mettre en prison, qui était l'auteur de la résolution ! C'est au milieu des cris et du brouhaha que Sexton fit référence « à la noirceur de Connolly et de Larkin qui était blanche comparée à Carson et Lord Londonderry »³. Ce type d'argument spécieux et démagogique était bien dans la trempe du personnage. Cependant, la plupart des autres intervenantEs affirmèrent leur soutien sans équivoque aux grévistes de Dublin et l'un d'entre eux/elles suggéra même que le congrès soit transféré à Dublin afin d'affirmer le droit à la liberté d'expression.

Le ton était donc à une ligne militante et à la volonté de « souscrire avec enthousiasme aux déclarations les plus brûlantes ». Le lendemain, la délégation irlandaise arriva. Elle comprenait trois membres : Partridge, Lawlor et Mac Partlin (le président de la Bourse du travail). Partridge dit : « Nous qui représentons les métiers qualifiés de Dublin, nous nous sommes rendu compte que la défaite de l'ITGWU signifierait la destruction du syndicalisme à travers l'Irlande, de long en large ». Il mit en garde le congrès contre la tentation de réduire la lutte à un duel Larkin / Murphy. Le congrès du TUC envoya une délégation à Dublin (sous la direction de Henderson) le 5 septembre, afin de discuter avec les patrons. Cette première intervention directe du mouvement syndical britannique se termina brutalement par un constat d'échec une semaine après : l'offre de négociations fut brutalement rejetée par les patrons. La délégation réussit à rétablir le droit à la liberté d'expression sur O'Connell Street. Le dimanche 7 septembre, une semaine après le « dimanche sanglant », un meeting de masse s'y tint sans incident.

Le rapport que les délégués syndicaux britanniques publièrent en rentrant est particulièrement révélateur : il commence par observer que l'ITGWU « avait adopté une politique très agressive... incluant l'usage de la grève de solidarité, le refus de toucher aux marchandises issue de la main-d'oeuvre non syndiquée... Cette politique s'est heurtée aux patrons qui ont pratiqué une politique également agressive de lock-out de solidarité », puis n'hésita pas à affirmer que « le conflit avait dégénéré en querelle personnelle entre Murphy et Larkin ». Il est clair que de nombreuses personnalités du mouvement syndicaliste britannique détestaient Larkin, mais aussi, à travers lui, toute une conception de l'action qui était aux antipodes de leur « modération », c'est à dire leur réformisme tranquille. C'est ainsi qu'ils n'ont pas hésité à rejeter pareillement grève de solidarité et « lock out de solidarité », et les mettre sur le même plan. Ils apparaissaient ainsi, en fait, comme les représentants apeurés de l'aristocratie ouvrière, **anglaise**, craignant avant tout un débordement général par la base dans la foulée de ces ouvrierEs dublinoisES essentiellement non qualifiéES, des **IrlandaisES** ! Ils sont l'incarnation parfaite de la bureaucratie syndicale.

On doit opposer ce comportement à celui de la base : c'est un mouvement spontané de solidarité qui se dessine. Les employés de chemin de fer commencèrent à écarter les marchandises de la main-d'oeuvre non syndiquée, ces « produits pourris ». L'action débuta à Liverpool le 16 septembre mais en quelques jours, elle s'était étendue à des lieux aussi éloignés que Birmingham ou Sheffield. Le 19 septembre, dix mille hommes étaient en grève dans les Midlands, et entre trois et quatre mille dans le Nord-ouest. Mais décidément les bureaucrates syndicaux avaient décidé d'empêcher et de casser un mouvement qui risquait de se transformer en lame de fond. Ainsi, le dirigeant du syndicat des cheminots (NUR), J.H. Thomas, ordonna de reprendre le travail, condamnant les grèves comme « des conflits fractionnels et locaux ». Quant à Philippe Snowden, une des personnalités les plus en vue du parti travailliste, il choisit le journal de droite, *Morning Post* pour exprimer ses positions totalement anti-grève. Il n'hésita pas à dénoncer « les appels sauvages à la révolution d'hommes comme Larkin et Ben Tillet ».

À Dublin où la situation pour les familles prolétaires ne cesse d'empirer, Larkin est mis en liberté provisoire sou, caution, le 12 septembre. Le problème de la faim est de plus en plus grave.

Le 23 septembre, le TUC britannique vota l'envoi de vivres d'une valeur de cinq mille livres à Dublin. Le 28 septembre, le navire « The Hare » arriva à Dublin chargé de vivres rassemblés par les syndicalistes britanniques. À bord du navire, il y avait soixante mille « boîtes familiales », chaque boîte contenant de la nourriture pour cinq personnes. Cet arrivage eut un grand effet sur le moral des grévistes. Mais si cette aide pratique fut reçue avec enthousiasme par le comité de grève de Dublin, celui-ci ne pouvait que ressentir de

l'amertume et du dégoût à propos de la suppression du mouvement pour neutraliser les marchandises de Dublin et de la rage à propos du sabotage du mouvement par bureaucrates syndicaux droitiers.

La solidarité financière fut considérable à ce moment. Le TUC britannique réunit 93.267 livres. À Londres, un fonds de secours pour Dublin fut organisé par l'archevêque d'Oxford, l'historien Trevelyan, Masefield et W.B. Yeats. En tout, ce fut à peu près une valeur de 150.000 livres qui furent acheminées aux DublinoisES affaméES (soit environ un million de livres actuelles). Le journal de la gauche syndicale britannique, le *Daily Herald*, dirigé par Lansbury, titrait : « Des balles en pain pour battre les patrons ».

Cependant, à Dublin, des tentatives de règlement du conflit étaient en cours. Pourtant, trois semaines après le Dimanche sanglant, une nouvelle manifestation fut réprimée à Dublin le 21 septembre. Plusieurs milliers de personnes partirent donc de Beresford Place vers le centre. La manifestation était littéralement « escortée » par les policiers, dont la police montée. Bientôt les premiers incidents éclatèrent : des tramways qui circulaient furent attaqués à coups de pierres et de tessons de bouteilles, puis arrivée dans Townsend Street, La manifestation se transforma en véritable émeute, de nombreux/ses habitantEs du quartier harcelant les policiers par des jets de projectiles.

Le refus patronal

Une commission d'enquête se réunit le 29 septembre, puis le 3 octobre. Elle rédigea un rapport qui était « centriste ». Le but de la commission était d'enquêter sur les faits et les circonstances des conflits en cours à Dublin, et de prendre des initiatives qui puissent sembler acceptables dans le but d'arriver à un accord ».

Le rapport lançait un appel à la « discussion amicale » et proposait une procédure de règlement : le schéma reposait sur des comités de conciliation. C'est la Bourse du travail qui choisirait le président du comité de conciliation. En cas d'échec d'une négociation, cependant, le droit à la grève et au lock-out devait continuer à s'exercer : « Nous ne sommes pas en faveur de l'arbitrage obligatoire et nous suggérons que le droit ultime de faire grève ou de proclamer le lock-out soit abandonné ».

Les travailleurs/euses acceptèrent immédiatement le rapport comme base de négociations, mais tout autre fut l'attitude des patrons. Ils répondirent à la commission qu'ils ne pouvaient accepter ces propositions, le « larkinisme » devait être écrasé une fois pour toutes. Tout en se disant favorables au principe du syndicalisme, ils ne pouvaient pas accepter ce type de syndicalisme-là. Ainsi, c'était une fin de non-recevoir pure et simple : il était clair que les forces du capitalisme dublinois voulaient aller jusqu'au bout, infliger une défaite décisive au prolétariat dublinois, dont il ne se remettrait pas. Cette politique acculait le mouvement à la défensive.

Cependant, l'intransigeance de Murphy et des autres patrons provoqua un gigantesque mouvement d'opinion en faveur des travailleurs/euses lock-outés. Même le respectable *Times* de Londres blâma les patrons dublinois pour leur inflexibilité. Alors que les politiciens Home Rulers ignoraient délibérément les événements qui se déroulaient sous leurs yeux (de surcroît beaucoup avaient des actions dans les sociétés de Murphy), une mouvance se dégaga pour exprimer son soutien aux travailleurs/euses de Dublin, comprenant des nationalistes culturelLES, des intellectuelLES et des républicainES. On peut citer GB Shaw, WB Yeats, la poétesse Susan Mitchell. Quant à Padraig Pearse, incarnation du nationalisme républicain « ultra », il exposa clairement sa position dans l'*Irish Freedom*⁴ : « Mon instinct me fait être avec l'homme sans terre contre le seigneur des terres, et avec l'homme sans pain contre celui qui a des millions ». Pour quelqu'un qui n'a jamais reconnu aucun acquis au marxisme ou à la pensée socialiste, il s'agit avant tout d'une sensibilité.

Save the Kiddies

Cependant, la situation à Dublin était de plus en plus critique : alors que l'arrivée des bateaux venant d'Angleterre chargés de vivres avait créé un choc psychologique, ce bel élan se ralentit et le problème de la faim se posa avec une acuité redoublée. Certes, des efforts considérables étaient faits par le mouvement. À Liberty Hall, une cantine fut ouverte, grâce à la comtesse Markievicz. De la soupe fut ainsi distribuée. Mais les dirigeants du mouvement se rendirent compte que tout cela était insuffisant : en particulier leur souci principal était surtout de sauver les enfants. Tel fut le sens de la campagne « sauver les gosses », (« Save the

kiddies ») qui fut lancée en octobre 1913. C'est là un épisode particulièrement édifiant des ravages du catholicisme sur la population et de l'attitude de l'Église.

En effet, deux femmes, Dora Montefiore et Lucille Rand, des suffragettes anglaises, suggérèrent d'envoyer les enfants des ouvrierEs en dehors de la zone de famine, et en particulier d'en envoyer pour un moment en Grande-Bretagne. De nombreux/ses sympathisantEs du mouvement en Grande-Bretagne étaient prêtEs à accueillir les enfants dublinois, notamment des suffragettes. Larkin approuva aussitôt cette idée. Or elle allait provoquer une véritable levée de boucliers en Irlande. À la tête de cette croisade, on trouve bien sur l'archevêque de Dublin, Walsh. Le 20 octobre, il écrivit aux journaux : « Je peux seulement dire qu'elles (les mères) ne peuvent plus être dignes du nom de mères catholiques si elles oublient leur devoir au point d'envoyer leurs petits enfants dans un pays étranger, sans la moindre garantie que les personnes qui vont s'occuper des pauvres enfants soient catholiques, ou même ont la foi tout court ». Pour Walsh, c'était « le développement le plus récent et le plus pernicieux du conflit ». Ainsi, pour l'archevêque, représentant l'autorité du catholicisme romain, il valait mieux pour la pureté de leur âme que les gosses crèvent de faim à Dublin plutôt que de partir en Angleterre risquer d'être « perversiEs » ! Un autre argument utilisé par Walsh : si les enfants séjournèrent dans des habitations plus confortables, quelle serait leur réaction en revenant dans les taudis dublinois ? Ne risqueraient-ils pas alors d'être furieux/ses et malheureux/ses ? Autrement dit, de constituer une menace pour l'ordre social ; voilà bien la terreur de l'archevêque de Dublin !

La position de l'Église ne peut nous surprendre. On a déjà souligné son caractère ultra-réactionnaire. Elle n'en est pas moins particulièrement odieuse. Mais en battant le rappel de la Sainte Irlande catholique, celle qui a résisté à la réforme, l'archevêque jouait sur la corde sensible des gens. Aussi la bigoterie allait se déchaîner. Quand des parents amenèrent leurs enfants sur les docks pour les envoyer en Angleterre, des groupes organisés par les curés⁵ bloquèrent la voie, décidant de les empêcher d'accéder aux bateaux. Des affrontements se produisirent alors. Les curés tinrent des meetings à Dublin et Dum Laoghaire, pour empêcher à tout prix les enfants de s'embarquer vers les maisons des « socialistes anglais sans Dieu ».

La campagne « Sauver les gosses » fut un grave échec qui aliéna le soutien d'une large fraction de l'opinion aux grévistes. Seul un certain nombre d'enfants put être acheminé vers Londres, Liverpool et d'autres villes... Larkin, écoeuré, dénonça la croisade des bigots. Celle-ci avait été, tellement efficace que Dora Montefiore et Lucille Rand furent arrêtées et inculpées de rapt d'enfants ! Elles furent cependant rapidement libérées. C'est encore Connolly qui fit preuve de sens politique quand il envoya les enfants affamés au palais de l'archevêque, en lui suggérant que son souci pour leurs âmes pourrait être utilement étendu... à leurs ventres.

La condamnation de Larkin provoqua une nouvelle campagne de protestations. Les intellectuels Shaw, Yeats, George Russel, les dirigeants politiques britanniques Keir Hardie et George Lansbury⁶ se mobilisèrent, sans oublier bien sûr ceux qui soutenaient Larkin comme la comtesse Markievicz – Skeffington⁷. À ce moment de fait, Connolly l'avait remplacé à la tête de l'ITGWU. Cette campagne de solidarité avec Larkin culmina avec un meeting organisé à l'Albert Hall de Londres : des milliers de travailleurs/euses y assistèrent. Delia Larkin⁸ et Russel⁹ y intervinrent. Mais c'est l'intervention de GB Shaw qui fut la plus intéressante. En effet, il dénonça la brutalité inouïe de la police et émit l'idée d'une force d'autodéfense ouvrière. Il ajouta qu'il aimerait être inculpé pour une incitation à la subversion.

The citizen army

On a vu que cette idée germait depuis le début du conflit (discours de Larkin le 26 août) et qu'en fait Larkin y avait pensé dès 1908. C'est cependant le capitaine White¹⁰, fils d'un officier britannique engagé activement dans le camp des grévistes depuis le début, qui concrétisa cette idée : au moment où les Volontaires de l'Ulster (IUVF) de Carson paraient armés, White décida en octobre de créer une force d'autodéfense

ouvrière ; il soumit cette idée à Connolly qui fut enthousiasmé. Cette nouvelle « armée du peuple », selon ses propres termes, devait prioritairement s'armer et s'entraîner, s'inspirant de l'exemple de Carson.

Cependant, la campagne pour la libération de Larkin s'intensifiait. Connolly, de concert avec les « radicaux » anglais, appela à voter contre les « geôliers libéraux de Larkin ». Effectivement, cette utilisation de la politique politicienne s'avéra efficace : le gouvernement perdit le siège de Kerghley puis fut battu à deux autres élections partielles à Reading et Linlithgow. Cette défection des voix ouvrières alarma le gouvernement libéral. Le 13 novembre, soit dix-sept jours après le début de sa détention, Larkin était libre ! La campagne pour sa libération avait magnifiquement fonctionné.

La libération de Larkin provoqua une extraordinaire vague d'enthousiasme, avec d'importantes manifestations de soutien. Il entra définitivement dans la légende du mouvement ouvrier ; des chansons furent composées.

Cependant, il était de plus en plus clair que les patrons dublinois ne céderaient pas d'un pouce. Conscient qu'à la longue il l'emporterait, le front capitaliste s'était installé dans une guerre d'usure. Pourtant, il est certain qu'il ne s'attendait pas à une telle résistance, à une telle détermination de ces prolétaires affamés. Aussi la police continuait sa besogne : matraquages, arrestations, harcèlements constants. Puis les « maîtres » de Dublin décidèrent de recourir à l'une de leurs armes favorites : envoyer des « jaunes » prendre la place des grévistes. Connolly publia alors un manifeste appelant à constituer des piquets de masse sur les quais, afin d'empêcher les briseurs de grève de passer. Mais ce fut un échec. Alors Connolly décida de frapper un grand coup : le 13 novembre, le jour même de la libération de Larkin, il fit fermer le port de Dublin. Organiser un blocus total du port de Dublin, tel est maintenant l'objectif que s'assignent Connolly et Larkin. C'est ainsi que les deux hommes publièrent un manifeste appelant les travailleurs britanniques à les soutenir dans cette entreprise : « Nous appelons nos frères de Grande-Bretagne à seconder nos efforts Nous les remercions pour leur soutien chaleureux qui nous a permis de réussir notre coup et nous leur conseillons d'aller de l'avant et de frapper pendant que le feu de la révolte est attisé dans nos âmes ». Plus que jamais, le mouvement ouvrier britannique avait les clés de la situation en main.

Cependant, au début du mois d'octobre, alors que le lock-out était appliqué depuis six semaines, que les tentatives de médiation gouvernementales étaient en ruines, que la situation était totalement bloquée, Larkin décida de mener lui-même une campagne de popularisation de la lutte des travailleurs de Dublin en Angleterre. En fait, Larkin et Connolly savaient que seule une grève générale de solidarité des travailleurs britanniques bouleverserait le rapport de forces. Mais ils avaient déjà largement pu se rendre compte de l'entreprise de sabotage du mouvement par les bureaucrates anglais.

À la fin du mois d'octobre, le comité de grève de Dublin lança une fois de plus un appel au TUC pour une aide financière directe. La situation financière des syndicats de Dublin était critique. L'ITGWU, par exemple, avec 11.857 grévistes (hommes et femmes) n'avait plus que 706 livres en banque pour faire des paiements hebdomadaires... de 2.909 livres. D'autres syndicats étaient dans une situation tout aussi critique. Le TUC donna l'autorisation de distribuer 2.000 livres, mais seulement aux syndicats qui lui étaient affiliés. Comme ce n'était pas le cas de l'ITGWU, il se trouvait donc exclu d'une aide financière. Cette manoeuvre sordide - particulièrement révélatrice du véritable sentiment du TUC envers l'ITGWU - écoœura et rendit fous de rage de nombreux/ses membres du comité de grève, d'autant qu'elle s'accompagnait d'une autre manipulation. Seddon et Gosling tentèrent d'imposer véritablement un règlement du conflit, et ce sur le dos des prolétaires dublinois. Il faut préciser en effet que Larkin devait être condamné la veille (28 octobre) à sept mois d'emprisonnement pour incitation à l'émeute ; il s'agissait toujours du procès en relation avec le Dimanche sanglant. Il apparaît donc que les dirigeants syndicaux britanniques ont voulu profiter de cette situation pour un règlement à l'amiable avec les patrons, sans la présence gênante de Larkin. Cependant, cette tentative de négociation tourna court à cause de l'attitude des patrons inébranlables. Après avoir vu Seddon et Gosling, ils refusèrent de rencontrer le comité de grève si des membres de l'ITGWU étaient présents ; bien sûr le comité de grève refusa à tout prix de les exclure.

Or, à partir du 5 novembre, le *Daily Herald* lança un appel à une grève nationale de solidarité avec les prolétaires dublinois. Cette idée flottait de plus en plus dans l'air, mais non sans ambiguïté lors d'un meeting organisé à Manchester, ne se prononçant pas en faveur d'une grève générale, mais insistant pour que les « camarades anglais ne brisent pas la grève » (17 novembre).

Larkin à peine libéré, avait en effet décidé de repartir en Angleterre, toujours à la recherche, d'un soutien décisif. Nous abordons ici le dernier volet des rapports entre Larkin et le mouvement syndical britannique :

La rupture

Le TUC se réunit le 18 novembre 1913. Or, la pression de la base s'accroissait, de nombreuses sections syndicales envoyèrent des résolutions en faveur d'une extension de la lutte, voire en faveur d'une grève générale. Cependant, les dirigeants du Comité parlementaire du TUC décidèrent de différer la discussion sur ce point jusqu'à l'arrivée de la délégation de Dublin dans l'après-midi. Une motion fut rédigée, destinée à tenter de persuader les dirigeants ouvriers de Dublin de rencontrer quelques patrons. Or, l'arrivée de la délégation de Dublin modifia sensiblement le climat qui prévalait. Outre Larkin, plusieurs délégués de la Bourse du travail de Dublin en faisaient partie. C'est Mac Partlin qui donna le ton en déclarant qu'« il était pour se battre jusqu'au bout ». Puis Larkin lança un appel pour qu'une conférence soit appelée par le TUC.

Larkin plaida à nouveau pour un blocus total du port de Dublin. Les délégués irlandais se déclarèrent d'accord pour rencontrer certains patrons le soir même, à condition que tout règlement soit conditionnel. Mais une « petite phrase » de Larkin : « il y a des hommes avec qui il n'est pas utile de traiter », qu'il prononça à la sortie de la réunion, provoqua un beau tumulte le lendemain. Alors, ce fut l'échange suivant :

« Le comité fit remarquer à Monsieur Larkin qu'au cas où une grève d'autres travailleurs/euses serait appelée afin d'empêcher les produits d'entrer et de sortir de Dublin, cela signifierait que l'argent qui allait à Dublin serait dévié dans d'autres directions - avait-il pensé à cette possibilité ! »

Larkin répondit « qu'il avait réalisé la gravité de la situation dans le cas où d'autres gens seraient appelés en renfort, mais que bien que l'argent soit une chose très utile, il n'avait jamais gagné une grève ».

Une fois de plus, l'animosité entre Larkin et les dirigeants syndicaux britanniques éclatait au grand jour ; de nouveaux degrés allaient être franchis dans l'escalade. Mais on ne saurait réduire ce conflit à une lutte de personnes. En fait, le conflit de Dublin, le rôle de l'ITGWU avait mis les dirigeants du mouvement syndical britannique au pied du mur. Leur attitude était une confirmation et non une surprise. On se souvient qu'ils avaient notamment torpillé le mouvement de 1911. Aussi, la guerre de classes de Dublin fit éclater les contradictions au sein même du syndicalisme britannique, notamment entre une base aux aspirations radicales et un « sommet » constitué de bureaucrates craignant d'être débordés.

C'est ainsi que la majorité du Comité parlementaire du TUC s'opposa « franchement à toute extension de l'action au-delà du soutien jusqu'alors apporté aux grévistes de Dublin ». Voilà qui était net ! Mais la pression de la base était trop forte. Aussi le comité décida-t-il d'appeler à une session spéciale du TUC à Londres, le 9 décembre. Officiellement, le délai de trois semaines devait permettre aux délégués d'être dûment mandatés afin que leurs décisions soient réellement représentatives des vœux du mouvement ouvrier.

En fait, la bureaucratie syndicale cherchait à gagner du temps, à tergiverser.

Des syndicalistes jaunes

Aussi cette décision provoqua le dégoût et la colère de l'aile radicale du mouvement ouvrier britannique. Or, le samedi 22 novembre 1913, Larkin prit une décision cruciale : il rédigea un manifeste dans le *Daily Herald* : « Camarades du mouvement ouvrier britannique, tout en créditant vos dirigeants des meilleures intentions en rapport avec notre travail à Dublin, je sens que quelque chose de plus aurait pu être fait. Vos chefs suggèrent, bien que ne le disant pas à haute voix, que vous les travailleurs/euses de base, vous n'êtes pas avec nous dans le combat de Dublin... que vous, la base, vous êtes apathiques : que vous n'avez jamais voulu donner de vous-mêmes : que vous n'êtes prêts à exprimer votre solidarité qu'en parole, et en argent et non en actes » ». Il poursuivit en disant que cela n'était pas vrai, et qu'il les priait de le montrer : « Soyez sérieux

dans ce combat... Envoyez des résolutions, envoyez des instructions, demandez à vos dirigeants qu'ils mènent la lutte à l'avant-garde et non à l'arrière, qu'ils doivent donner la parole à la base... quand vous donnerez vos instructions à ceux que vous avez élus, vous leur rappellerez qu'ils doivent les suivre, que vous. en tant que travailleurs/euses organisés, ne briserez plus les grèves de vos camarades, peu importe ce que les comités de conciliation peuvent dire, peu importe les contrats qui puissent vous lier ».

Ainsi Larkin avait pris l'initiative de lancer un appel direct à la base, par-dessus les têtes des dirigeants. Mais cette fois, même les syndicalistes de la « gauche » condamnèrent ce manifeste qu'ils jugèrent mal venu.

Quant aux a droitiers », ils se déchaînèrent.

Larkin poursuivait sa campagne en Angleterre. Cependant, la situation à Dublin ne cessait de se détériorer. En effet, certains capitalistes dublinois réussirent à éviter un blocage total de leurs affaires. C'est ainsi que la compagnie des tramways de Murphy et la biscuiterie Jacob avaient été capables de maintenir un service squelettique tout au long du conflit. Mais la situation devint très grave pour les grévistes quand les compagnies réussirent à faire fonctionner à nouveau leur service de navigation, et cela quinze jours après que Connolly eut décrété la fermeture du port de Dublin. Cela permit aux Jacob et à Murphy d'importer du charbon et des matières premières, qui étaient devenus extrêmement rares.

Or, c'est ce moment que choisit Havelock Wilson pour ordonner aux membres de son syndicat (l'Union nationale des marins et des pompiers)... de reprendre le travail. Les membres de Dublin du syndicat refusèrent d'obéir à leur secrétaire général. Alors, il supprima leur paye de grève (80 livres). En outre, il aida les compagnies maritimes à faire venir des « jaunes » pour décharger les bateaux (pas un docker briseur de grève ne put être trouvé !). Non content de condamner l'ITGWU et Larkin, non contents de saboter le mouvement de solidarité, les bureaucrates cette fois étaient passés directement à l'action avec les capitalistes.

Un autre épisode doit être mentionné, dans la même lignée. À l'origine, certains conducteurs de locomotive de Blanelli (au sud du Pays de Galles) refusèrent de conduire des trains qui amenaient du charbon à Dublin. Ils furent suspendus puis renvoyés. Trente mille cheminots se mirent alors en grève par solidarité avec leurs camarades (membres du syndicat ASLEF), mais Thomas (dirigeant du Syndicat national Union of Railway Men), leur ordonna de reprendre immédiatement le travail. Il ordonna même aux cheminots adhérents de la NUR de prendre la place des membres l'ASLEF.

Ces manœuvres sordides étaient un coup de pouce fantastique pour les capitalistes dublinois ; elles sont autant de pièces à conviction à rajouter dans un nécessaire procès des dirigeants syndicaux britanniques.

Le 9 décembre, la conférence extraordinaire du TUC (la première de son histoire) s'ouvrit à Londres. Six cents délégués représentaient trois cent cinquante Unions syndicales. Pas un seul n'avait été formellement élu ou mandaté (ce qui démontra bien que l'argument utilisé par les dirigeants pour justifier un délai de trois semaines ne tenait pas). La majorité des délégués étaient choisis parmi ceux de la dernière conférence annuelle, ou désignés par les exécutifs de leurs syndicats.

En fait, trois propositions d'action avaient été formulées et soumises à la discussion.. La première, c'était une grève générale de tous les syndicalistes pour forcer les capitalistes dublinois à capituler : c'était notamment la position défendue par le *Daily Herald*. La deuxième position était officiellement défendue par le comité de grève de Dublin : il s'agissait de prendre « toute mesure possible pour que l'introduction des briseurs de grève à Dublin soit arrêtée, et que l'industrie et la distribution des produits soient entravés ». La troisième position impliquait le prélèvement d'une contribution de tous les syndicats pour soutenir les grévistes de Dublin.

Or, au lieu de passer à la discussion sur les actions à entreprendre selon l'ordre du jour, une motion fut lue qui causa une grande surprise : c'était en effet Ben Tillett (de tendance syndicaliste révolutionnaire) qui l'avait rédigée : « La conférence déplore et condamne les attaques injustes contre les permanents syndicaux britanniques par des membres du mouvement syndical, affirme sa confiance dans ses représentants officiels... ».

Cette motion passa à l'unanimité moins six voix. Une autre résolution fut votée, exprimant le soutien et la gratitude aux dirigeants syndicaux britanniques. Une troisième résolution qui était un appel pour une nouvelle négociation entre patronat et délégués syndicalistes britanniques et irlandais passa également : les larkinistes essayaient une défaite totale.

C'est dans ce climat empoisonné que s'ouvrirent les débats de l'après-midi sur les mesures pratiques à prendre. Sil fut décidé de continuer les efforts pour négocier une solution au conflit et poursuivre le soutien financier, le point crucial fut le rejet d'un amendement destiné à interdire de toucher aux produits à destination et au départ de Dublin. Cette mesure qui était vitale pour le mouvement dublinois fut repoussée par 2.280.000 votes contre 203.000 ! Connolly, au nom du comité de grève de Dublin, exprima leur sentiment d'humiliation.

En fait, la cassure entre le mouvement syndical britannique « officiel », c'est-à-dire le réformisme « trade-unioniste » et le mouvement irlandais radical était définitivement consommé. C'était en fait une confirmation publique. La session extraordinaire du TUC se terminait par une incapacité totale à prendre des décisions positives. Elle s'achevait par un constat de divergences totales.

La situation était, cette fois, totalement désespérée dans le camp du prolétariat dublinois. Les fonds de grève étaient épuisés, la situation bloquée, et on a vu la « trahison » du syndicalisme britannique. Pour les prolétaires irlandaisES, le choix était simple : capituler ou mourir de faim. À Noël 1913, il était clair qu'il n'y avait plus de perspectives pour le mouvement.

Alors, le 18 janvier 1914, les dirigeants de l'IGTWU se rencontrèrent secrètement. Ils donnèrent comme consignes de reprendre le travail, à condition qu'on n'exige pas d'eux qu'ils signent le fameux document de non-appartenance à l'ITGWU. En effet, la plupart des employeurs (à l'exception des firmes comme Murphy ou Jacob) s'étaient mis d'accord pour retirer le document du 3 septembre. Pour les travailleurs/euses, il s'agit alors d'obtenir la réinsertion complète. Les dockers de la compagnie des bateaux à vapeur de Dublin refusèrent de reprendre le travail début janvier, jusqu'au 19 ; là ils obtinrent la réintégration de tous et le renvoi de tous les briseurs de grève. Mais, souvent, les militants étaient isolés et sur les listes noires.

Le 21 janvier, huit mille membres de l'ITGWU et mille deux cents manoeuvres du bâtiment étaient encore en grève, mais le TUC informa Larkin qu'aucune aide financière ne leur serait donnée. Un bref sursaut se produisit quand une jeune fille de seize ans se fit assassiner par un « jaune » qui travaillait sur les docks (beaucoup étaient, en effet, armés). L'indignation fut à son comble quand le meurtrier fut inculpé d'homicide involontaire et relâché sous caution.

Durant le conflit, 656 syndicalistes furent arrêtés, dont 416 emprisonnés. Le 30 janvier, Larkin déclara publiquement : « Nous sommes battus. Nous n'hésitons pas à le dire ; mais nous ne sommes pas battus au point de ne pouvoir encore nous battre ». Or, deux jours plus tard, les membres du syndicat des manoeuvres du bâtiment reprirent le travail à des conditions humiliantes : ils signèrent le document patronal et acceptèrent de travailler avec les « jaunes ». C'était une capitulation totale et le tournant final : les autres travailleurs reprirent le travail, dont les employés du tramway en janvier. Les dernières à résister héroïquement furent les femmes à la biscuiterie Jacob : elles tinrent jusqu'au mois de mars 1914.

Isolement et échec

Ce constat terrible correspond à la réalité : c'est bien dans l'isolement que les travailleurs/euses furent battuEs. Certes les patrons avaient finalement échoué dans leur entreprise : ils ne parvinrent pas à écraser l'ITGWU.

Au bout de quelques mois, des travailleurs qui avaient promis de ne jamais rejoindre l'ITGWU commencèrent à réintégrer leur syndicat. Bientôt, l'ITGWU fut à nouveau le syndicat le plus important de la ville. En juin 1914, tous les syndicats irlandais se réunirent pour le congrès annuel de l'ITUC. Larkin, qui en fut le président, souligna « que les employeurs crient victoire mais qu'ils n'ont pas écrasé le mouvement ouvrier organisé de cette ville. J'admets que nous avons dû battre en retraite, mais ceci est dû à la trahison des syndicats « officiels » et aussi dans nos propres rangs ».

Revenant sur la bataille de Dublin, James Connolly écrivit en novembre 1914 : « La bataille fut un match nul. Les employeurs, en dépit de leur plan napoléonien de campagne et leur utilisation encore plus napoléonienne

- impitoyable et sans scrupules - de moyens immondes, furent incapables de continuer leurs affaires sans les femmes et les hommes qui restèrent fidèles à leur syndicat et à donner la préférence au mouvement ouvrier organisé. Des résultats de ce match nul, les deux camps portent encore les cicatrices. À quel point ces cicatrices sont profondes, nul ne peut le dire ».

C'est ici qu'il faut, à notre sens, citer Lénine qui, dans la lignée de Marx, s'est intéressé à l'Irlande. Lénine souligna que : « Les événements de Dublin marquent un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme en Irlande. Murphy avait menacé de détruire les syndicats ouvriers irlandais. Il n'a réussi à détruire que les derniers résidus de l'influence de la bourgeoisie nationaliste irlandaise sur le prolétariat irlandais. Il a contribué à forger un mouvement de classe indépendant, révolutionnaire, libéré des préjugés nationalistes ». Lénine faisait une erreur totale d'interprétation des événements de 1913, ne mesurant absolument pas l'ampleur de la DÉFAITE du mouvement prolétaire.

Car c'est bien de défaite qu'il s'agit. Si l'on s'en tient à l'enjeu qui avait été officiellement défini par la bourgeoisie, c'est-à-dire la destruction de l'ITGWU par l'ITGWU, c'est à dire la reconnaissance du syndicat et le refus de travailler avec les non syndiquéEs, un peut estimer effectivement qu'il s'agit d'un match nul.

Mais si nous rétablissons les évènements de Dublin dans le contexte de la période, c'est-à-dire la montée d'un mouvement prolétarien révolutionnaire à l'échelle internationale, il s'agit bel et bien d'une défaite. Nous voulons dire par là que jamais plus n'apparaîtra la perspective d'une révolution prolétarienne en Irlande, révolution qui est la résultante de l'activité autonome du prolétariat.

Le véritable enjeu (même caché) était là : ce mouvement de travailleurs/euses non qualifiéEs, de prolétaires qui n'avaient vraiment rien à perdre, que leurs chaînes, menaçait l'ordre social. C'est ce que comprit la bourgeoisie dublinoise qui, apeurée, décida de frapper avant d'être submergée par une vague révolutionnaire généralisée. On a déjà souligné l'avantage qu'elle s'octroya en déclenchant l'attaque : les capitalistes dublinois acculèrent en fait le mouvement à la défensive. Alors que les grèves joignaient généralement le problème syndical à des revendications offensives portant sur les conditions de travail et les salaires (et tel fut bien le cas au début, où les employéEs du tramway demandaient la parité avec ceux de Belfast), le mouvement fut réduit à limiter l'enjeu de la lutte à la reconnaissance du syndicat, à la liberté syndicale. Cela permit de réaliser une grande unité ouvrière au début de la lutte sur le thème : le patronat dublinois veut écraser le syndicalisme, mais ce terrain châtrait quelque peu le potentiel subversif et révolutionnaire du mouvement. Les capitalistes ne voulaient d'ailleurs pas écraser le syndicalisme en général, mais le *larkinisme*, c'est à dire le mouvement radical du prolétariat Le larkinisme correspond bien au niveau de conscience des prolétaires dublinoisES radicaliséEs, y compris avec toutes ces contradictions. : Larkin est le symbole du mouvement ; largement inspiré par le syndicalisme révolutionnaire, reprenant ses méthodes et luttant pour l'abolition du salariat ; mais en même temps reprenant l'héritage des luttes pour la liberté de l'Irlande, c'est à dire la tradition républicaine : sur ce point, il y a concordance entre Larkin et Connolly. Quant à l'identification absolue du mouvement à Larkin, elle a incontestablement renforcé les tendances de celui-ci à l'égotisme, l'autoritarisme et au culte du chef. Au plus fort du mouvement on a vu qu'il en est arrivé à se prendre pour un Messie révolutionnaire. Voilà qui crée des rapports de pouvoir avec les masses, à notre avis incompatible avec l'auto-émancipation du prolétariat. Il n'en demeure pas moins - et nous pensons l'avoir prouvé - que Larkin était une personnalité hors du commun, un agitateur exceptionnel qui a su remarquablement bien exprimer les aspirations de ces prolétaires des taudis méprisés par le syndicalisme officiel.

À un moment où les passions sectaires se sont cristallisées sur la Home Rule¹¹ en Ulster, les ouvrierEs protestantEs de Belfast n'ont pratiquement pas bougé pour soutenir le combat de l'ITGWU. Le mouvement prolétaire de 1907, magnifiquement organisé par Larkin, avait été battu et cassé de manière décisive.

Mais c'est évidemment principalement l'attitude du mouvement syndical britannique qui a été déterminante. Sur ce point, Connolly fit une analyse particulièrement lucide : « Nous demandions à nos amis des syndicats de transport d'isoler la classe capitaliste de Dublin, et nous demandions aux autres syndicats de les soutenir. Mais non, ils disaient qu'ils préféreraient nous aider en nous donnant des fonds de secours. Nous répliquions qu'une grève est une tentative d'empêcher les capitalistes de faire fonctionner leurs affaires sans nous. Nous demandions l'isolement des capitalistes de Dublin et en guise de réponse les dirigeants du mouvement

ouvrier britannique ont agi calmement pour isoler la classe ouvrière de Dublin. Mais pourquoi continuer ! Il suffit de dire que l'unité de classe réalisée dans les premiers jours du combat de Dublin a été sacrifiée aux intérêts étroits de la direction « officielle ». Il n'est plus besoin de s'étendre sur ce point : nous pouvons simplement affirmer que la bureaucratie syndicale est la principale responsable de la défaite du prolétariat dublinois, après avoir saboté le mouvement de 1911. Cela a des conséquences importantes en Grande-Bretagne même : le flot montant de la vague prolétarienne est stoppé. Quant aux sentiments de la tendance la plus radicale du mouvement ouvrier irlandais, ils peuvent se résumer en deux mots : l'amertume et la haine. C'est précisément ce qu'a ressenti James Connolly, qui va succéder à Jim Larkin comme chef de file du mouvement prolétaire, et sa réaction a des conséquences politiques capitales. Enfin, il faut mentionner l'état d'épuisement physique (et moral) des prolétaires dublinois dont beaucoup ont tenu plus de six mois, certains huit mois ; huit mois à survivre dans des conditions encore plus atroces que d'habitude, à faire face au problème de la faim, sans compter la terreur policière, les « jaunes », etc. Et au bout la défaite.

Ainsi, l'affrontement de 1913 représente le moment le plus fort de la guerre de classes en Irlande, l'apogée du mouvement prolétaire, et finalement sa défaite décisive.

Le départ de Jim Larkin aux États-Unis à la fin de l'année 1914 en est le symbole.

Il faut cependant souligner un trait très positif : la guerre sociale de Dublin avait dévoilé clairement dans quel camp se situaient les forces politiques.

C'est ainsi que les liens entre le parti parlementaire irlandais de Redmond (les Home Rulers) avec la bourgeoisie nationaliste (dont Murphy était le plus beau fleuron) l'avaient clairement mis en évidence. Le Sinn Fein, dirigé par Griffith, qui incarnait un nationalisme « ultra » sectaire s'était rangé dans le camp capitaliste, tout comme les racistes de l'Ancien Ordre des Hibernians (AOH). Mais il est vrai que les Sinn feiners « de gauche » avaient violemment pris à partie Griffith. En fait, toute une frange du mouvement républicain avait soutenu le mouvement prolétarien : ce fut notamment le cas de Pearse, de Ceannt, Mac Dermott, Joseph Plunkett, Mac Donagh, Thomas Clarke, Padraig Colum... Ils retrouvaient la sensibilité « sociale » (mais non socialiste) du républicanisme. On a vu aussi le rôle de certains intellectuels, comme Yeats, Shaw ou G. Russell. Il faut faire une place à part à la comtesse Markievicz, dont on a analysé le rôle de tout premier plan : s'engageant dès le début dans la bataille, déguisant Larkin, appelant aux armes, organisant une cantine dans Liberty Hall pour les chômeurs/euses... Or la comtesse était à la fois féministe, nationaliste républicaine et engagée dans la cause ouvrière. Elle symbolise ainsi le trait d'union entre les trois courants.

Il faut encore une fois souligner le rôle des femmes dans le conflit : non seulement les intellectuelles du mouvement féministe, comme Helena Moloney¹² ou Maud Gonne, non seulement Delia Larkin, mais surtout les femmes prolétaires qui se sont battues avec un courage extraordinaire. '

Il est donc le bilan (très lourd) de la guerre sociale de Dublin perdue par le prolétariat.

Michel Ruff

1. Constance Markievicz : elle avait en effet épousé un comte polonais. Elle était entrée dans l'organisation des femmes de Maud Gonne et avait fondé les « Scouts républicains » (Fianna).
2. RIC : Royal Irish Constabulary. Elle exerçait son autorité sur tout le pays à l'exception du centre de Dublin. La capitale était en effet policée par une force spéciale : la Police Métropolitaine de Dublin (DMP).
3. Sir Edmond Carson, chef des protestants « unionistes » d'Ulster alors en pleine rébellion. Lord Londonderry, autre leader unioniste tendance « ultra ».
4. *Irish Freedom* : journal de l'organisation secrète Irish Republican Brotherhood (Fraternité républicaine irlandaise) qui maintenait la tradition féniante. L'IRB préconisait la lutte armée et luttait pour une rébellion unie.
5. Notamment l'organisation Ancient Order of Hibernians (AOH), véritable réplique catholique de l'Ordre d'Orange.
6. Lansbury : dirigeant du journal *Daily Herald*, organe de la gauche socialiste britannique.
7. Sheemy Skeffington : personnalité remarquable : socialiste pacifiste et féministe, éditeur du *Irish Citizen*.
8. Delia Larkin : soeur de Jim.

9. George Russel : poète connu surtout sous le pseudonyme de AE, auteur de la fameuse lettre : « Aux maîtres de Dublin » publiée dans l'*Irish Times* du 6 octobre 1913.

10. White : il aura eu une évolution politique spectaculaire (du loyalisme à l'anarchisme), ce qui le mènera à combattre avec les anarchistes espagnols pendant la guerre civile.

11. Home Rule : c'est-à-dire l'autonomie de l'Irlande (et non l'indépendance) promise par Westminster en 1912, ce qui a précipité la rébellion loyaliste : « Home Rule is Rome Rule », « no surrender », etc.

12. Helena Moloney : directrice de l'Abbey Theater qui jouait un rôle important sur le plan culturel et politique.

JIM LARKIN

Né en 1876 à Liverpool dans une famille ouvrière immigrée. À la mort de son père, il dut travailler très jeune à 11 ans. Dès 1895 il estimait que le syndicalisme des corps de métiers (trade unions) était un « sophisme économique usé jusqu'à la corde ». En 1901 il adhéra au syndicat des dockers (National Union of Dock Labourers) dont le secrétaire général Sexton avait des positions particulièrement réformistes. En 1905 Larkin devint l'organisateur patenté de la NUDL et décida de réorganiser complètement le syndicat ; l'année suivante il milita en Ecosse et obtint des succès importants.

En 1907, l'arrivée de Larkin à Belfast coïncida avec le déclenchement d'une vague de grèves sans précédent. Il joua un rôle essentiel dans la constitution d'une véritable unité prolétarienne culminant le 12 juillet dans une manifestation unitaire où le « vert » flottait au côté de l'« orange » à la place de la traditionnelle parade, orangiste, symbole de la « suprématie protestante ». Si la contre-révolution finit par triompher, ce mouvement demeura un événement exceptionnel : confrontés aux problèmes les touchant directement dans leur vie quotidienne, les travailleurs/euses avaient pu s'unir pour un instant.

En 1908, il tint un rôle prépondérant dans les grèves de Cork et de Dublin ; trop important même au goût des bureaucrates syndicaux qui décidèrent de se débarrasser de lui. En décembre, il fut suspendu puis démis de ses fonctions pour « violation de la discipline syndicale ». Larkin jugea alors le moment venu de créer une nouvelle organisation visant à regrouper la masse des prolétaires non qualifiés jusque-là exclus de l'appareil syndical. De plus, cette organisation serait spécifiquement irlandaise - première étape nécessaire vers l'idéal final d'une communauté industrielle. Le 4 janvier 1909, l'ITGWU (Irish Transport and Général Worker Union) fut fondée à Dublin. Larkin en devint le secrétaire général. L'ITGWU entend privilégier un syndicalisme d'action directe notamment par la tactique des grèves de solidarité. L'aspect corporatiste apparaît très clairement dans le souci de privilégier les grandes unions industrielles au sein d'un syndicat « général ». Mais Sexton voulait abattre Larkin : il le fit inculper pour fraude et détournement de fonds. Larkin fut condamné en 1910 à un an de travaux forcés, mais relâché au bout de trois mois sous la pression populaire. Connolly, rentré des Etats-Unis, se vit confier la lourde tâche d'organiser l'ITGWU en Ulster. En 1911, Larkin devint éditeur du journal *The Irish Worker*, organe de l'ITGWU, qui allait connaître un succès foudroyant (moyenne de vente supérieure à 20.000 exemplaires par semaine). En 1912 il fut élu au Conseil municipal de Dublin. Malgré une violente campagne menée contre lui. Mais il fut interdit de siéger pendant sept ans à cause de sa condamnation. Il se consacra alors totalement à l'ITGWU.

WILLIAM MARTIN MURPHY

Né en 1845 à Bantry. Dès l'âge de 19 ans il se trouva à la tête des affaires familiales. Dès le début des années 1900, Murphy était devenu l'homme d'affaires le plus puissant d'Irlande. Contrairement à ses collègues de Grande-Bretagne. Murphy n'était guère impliqué dans l'industrie en tant que telle. Son empire et sa fortune reposaient avant tout sur le commerce : en cela il était typique des hommes d'affaires irlandais. C'est-notamment dans le domaine des transports qu'il bâtit son empire : chemins de fer (y compris en Afrique occidentale), tramways (succès éclatant).

À Dublin, il se trouvait à la tête d'un grand magasin, le Cleryde, l'Hôtel Impérial et surtout du journal *Irish Independent* et de la Compagnie Unifiée des Tramways de Dublin (DUTC) fondée en 1896. Dès 1901, tous les trams étaient électrifiés.

La puissance financière de Murphy lui conféra une grande autorité au sein du patronat dublinois. Or, il s'avéra rapidement un « patron de choc ». C'est sous son influence que se constitua en 1911 une Union patronale à Dublin : la « Dublin Employers Federation » dans le but clairement avoué de contrer le mouvement syndicaliste.

Enfin, et ce n'est pas le moins intéressant, politiquement, Murphy était ardent défenseur du mouvement « Home Ruler » ; il soutenait à fond la revendication d'autonomie pour l'Irlande. Il était l'illustration vivante du caractère de classe de ce mouvement : un mouvement dirigé par une bourgeoisie nationale (autour du Parti Parlementaire Irlandais de John Redmond) qui s'illustra en déclenchant une véritable lutte à mort contre le mouvement prolétarien.

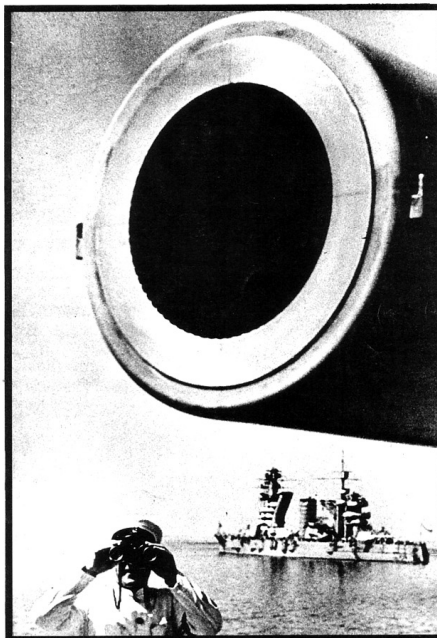
Immensément riche, « charitable », catholique et autonomiste : voilà comment on peut présenter l'homme qui prit la tête de la croisade contre l'ITGWU, appelant à « écraser le larkinisme ».

Classes Dangereuses

N° 2/3

REVUE CRITIQUE D'HISTOIRE ET DE POLITIQUE

EUROSQUATTS
IRLANDE
危険な階級
AMERIQUE
CENTRALE



CLASSES DANGEREUSES

— AUTOMNE-HIVER 83 — PRIX : 40 F.